

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 481, 1,50 F
JEUDI 21 JANVIER 1971



PAS D'EMBAUCHE

Répression
patronale

Au sommaire

● Violences

Faut-il enfermer les cadres ? C'est la question que se pose Jacques Ferlus à propos du conflit de Ferodo (page 6). Fallait-il aller jusqu'à occuper la chambre patronale de Roubaix, action que nous rapporte Gérard Lemahieu en page 10 ? Les habitants du village olympique de Grenoble qui ont commencé une grève des charges (page 11) seront-ils eux aussi contraints à la révolte ? C'est un fait qu'à travers les enquêtes de tous nos correspondants, on sent monter un climat de violence à travers les luttes des travailleurs. Mais il ne fait que répondre à la violence patronale qui s'exerce chaque jour à travers trois armes principales : le chômage, l'inflation et les lock-out.

● Avortements

D'après le Planning Familial, il y a chaque année un million d'avortements en France. C'est un phénomène qui touche donc un nombre considérable de jeunes femmes et de couples et dont les militants socialistes ne peuvent se désintéresser. Michèle Descolonges a mené une enquête précise auprès des différents groupes intéressés. Ses conclusions sont à la page 17.

● Iran

Des manifestations de plus en plus nombreuses ont lieu contre le régime du Chah. Celui-ci a eu beau tenter de détourner à son profit la colère populaire et de réussir une « révolution blanche », il n'a pu détourner les luttes de leur véritable sens. Remy Grillault ouvre le dossier (page 14).

TRIBUNE CULTURELLE



Espagne : reflets et réalités

Alain Moutot

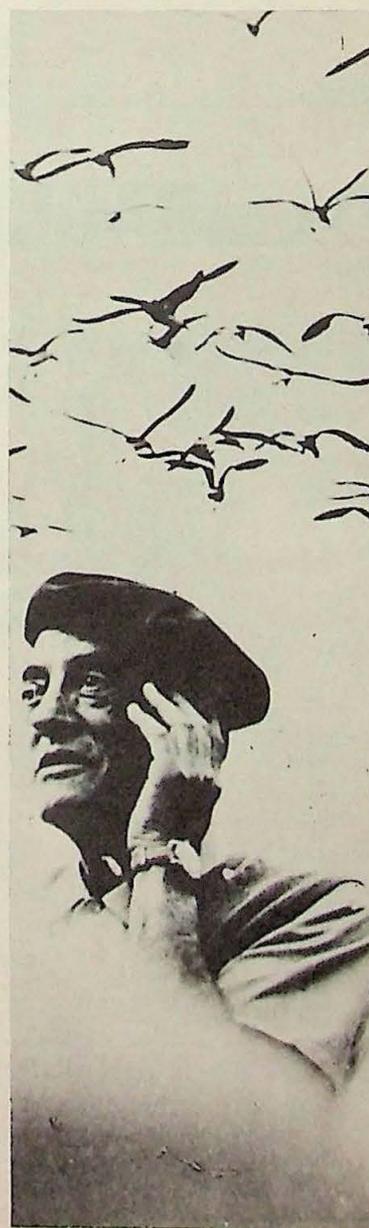
Le chapelet de photographies qu'égrène Antonio Galvez dans le recueil qu'il consacre à Luis Bunuel ne peut être abordé comme un simple album d'instantanés réalisés à l'occasion du tournage du film « La Voie lactée ». Certes, Bunuel y est saisi sur le vif de son travail de metteur en scène ou pris en flagrante réflexion créatrice. Mais la réalité est multiple et ceux qui, comme Galvez, ne se complaisent pas dans le recopiage stérile ou l'imitation servile, se voient gratifiés, par les mille et une possibilités de capturer des tranches de vie, d'une liberté redoutable : liberté effrayante quand on songe à l'immensité des choix possibles ; mais liberté féconde car c'est de ce choix que jaillit la création.

Ainsi le réel est saisi, puis repensé, restitué enfin avec plus de puissance. Le photographe devenu artiste a expliqué cette réalité, l'a épurée des détails qui encombrant l'esprit. Il insuffle à ses œuvres un dynamisme, une force d'impact formidable. La photographie dit alors « tout ce qui est important dans le réel » et, par la grâce de Galvez, se transcende en arme du combat contre

la répression, l'oppression, l'esprit de soumission, l'exploitation et la misère.

On peut dire de Galvez ce qui a été dit à propos de Bunuel. « Ces images ne reflètent pas la réalité, elles la créent. » Cette réalité s'appelle plus particulièrement l'ESPAGNE. Comme le fait remarquer Bunuel au début du recueil, dans un refus de préface pertinent, il ne s'agit pas de délirer ou de divaguer sur l'Espagne éternelle, sur Goya, Velasquez... Mais on ne peut pas ne pas parler de la complète sympathie du photographe pour les sujets vers lesquels il tend chaleureusement son objectif : Bunuel et l'Espagne. Il y a comme une complicité profonde à expliquer tout un monde d'émotion et d'instinct vécus et accumulés en pays espagnol. L'érotisme de certaines photos prises dans les lieux religieux traduisent parfaitement cette communauté de sensations du photographe et du metteur en scène. Galvez interroge le médium Bunuel et à travers lui c'est toute l'Espagne qui répond. □

● « LUIS BUNUEL » d'Antonio GALVEZ. Eric LOSFELD, éditeur. 60 F.



Editions du P.S.U. **LE CONTROLE OUVRIER**

Prix pour 10 exemplaires : 10 F
En vente : Librairie - T.S. - 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)
C.C.P. 58-26-65 PARIS

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
28.000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

Fantasia chez les ploucs

Un film de Gérard Perez avec
Lino Ventura, Mireille Darc,
Jean Yanne et la participation
de Jacques Dufilho.

Les municipales et l'unité ouvrière

Michel Rocard

Dans l'état présent du mouvement socialiste et révolutionnaire en France, il n'y a pas de problème plus important ni plus difficile que celui de l'unité : Important parce que chaque organisation sait qu'elle ne peut vaincre seule, difficile parce que depuis quarante ans les forces socialistes de France ont fait de multiples fois l'expérience de ces accords d'unité qui ne résistent pas à l'épreuve du pouvoir ou de l'événement.

Les échecs successifs du Front populaire, de la libération, du Front Republicain, et de l'accord P.C.-F.G.D.S. de 1968 montrent bien la vanité qu'il y a à rechercher l'unité pour elle-même, et l'importance d'un accord réel et précis sur des objectifs limités mais clairement définis.

Le problème est aujourd'hui d'autant plus difficile qu'au delà du vieux clivage entre forces « communistes » et forces « non communistes », il est apparu une autre divergence, plus importante encore. Elle sépare les organisations et les militants qui ont perdu tout espoir d'imposer des structures socialistes dans un avenir proche et ceux pour qui c'est au contraire le combat essentiel. Les premiers n'ont plus qu'une stratégie électorale d'occupation du pouvoir, sans annoncer en quoi ils transformeront à la fois la nature de ce pouvoir et les conditions de la vie quotidienne : c'est aussi bien la « démocratie avancée » que le « plan d'action socialiste » et, résultante des deux, le médiocre bilan des conversations entre Parti communiste et Parti socialiste. Les seconds, parmi lesquels le P.S.U., pensent que le problème urgent des années 1970 est la transformation des conditions de vie, des rapports sociaux et de la nature du pouvoir, et que le désir profond des masses est plus de soulager l'oppression quotidienne qu'elles subissent que d'obtenir avant tout de meilleurs revenus dans des conditions de vie inchangées. Seules à nos yeux les luttes portant essentiellement sur ces objectifs-là peuvent devenir assez puissantes pour imposer le renversement du capitalisme.

Des divergences de cette importance rendent évidemment difficile la définition d'objectifs communs, et d'une tactique commune pour les atteindre.

Difficile, mais pas impossible. C'est du moins ce que le P.S.U. a pensé, lors de son Conseil National de Rouen. L'exemple des élections municipales fournissait un bon terrain d'expérience. L'objectif est limité : personne ne pense qu'une victoire aux élections municipales suffira à transformer la nature du pouvoir en France. Il est cependant important : la mise à sac de notre cadre de vie, l'urbanisation sauvage, la politique de classe dans le secteur du logement. Tout cela se fait pour une part avec l'appui, ou la complicité des municipalités, l'étroite surveillance sous laquelle elles sont placées permettant de neutraliser plus ou moins les municipalités populaires.

Dans une telle situation, il était important de rechercher un accord politique permettant d'engager la contre-offensive, de consolider les positions acquises et d'enlever un certain nombre de municipalités à la droite. Mais bien entendu un tel accord n'aurait eu de sens que s'il affirmait clairement le rôle des municipalités d'orientation socialiste comme autant de points d'appui à la lutte de classes, comme autant de moyens de prolonger la lutte politique des tra-

vailleurs contre le régime, son appareil d'état et ses préfets. A défaut, les municipalités dites de gauche risquent de n'être que des instruments intégrés au régime. Il était évident aussi que le rôle de municipalités au service des travailleurs devait consister également à leur redonner le goût et la pratique d'une démocratie directe. Que la population et toutes les associations qu'elle s'est données participent aux décisions, que les débats internes des conseils municipaux sur les questions difficiles soient largement connus, voilà des exigences qui nous semblaient le minimum de la démocratie, et sur lesquelles l'accord devait être possible.

Ces conditions de fond en entraînaient deux autres : que les alliances soient limitées aux hommes et aux organisations qui entendent conduire la lutte contre le capitalisme, à l'exclusion de tous réformateurs, radicaux ou autres centristes, et de leurs complices au sein de la social-démocratie, et qu'aucune exclusive ne soit jetée contre quiconque donne son adhésion à la plate-forme adoptée en commun.

C'est sur ces bases que le P.S.U. a loyalement cherché l'accord avec le Parti communiste français. Une négociation longue et difficile permit de dégager quelques éléments communs à la vision révolutionnaire qu'avait le P.S.U. de l'utilisation de municipalités populaires et la vision strictement légaliste et gestionnaire qu'en avait au départ le Parti communiste. Dans une négociation de ce genre, aucun parti ne peut prétendre imposer la totalité de ses orientations et nous ne le prétendons pas. Mais le texte commun auquel ont abouti le 1^{er} décembre les deux délégations du P.C.F. et du P.S.U. représentait une base d'accord honorable et possible, que le Bureau National du P.S.U. a donné à sa délégation mandat de signer pour notre compte.

Mais le Bureau Politique du Parti communiste français ne l'a pas voulu. Après avoir annoncé publiquement qu'il recherchait des accords nationaux avec toutes les « formations de gauche », il a constaté qu'il n'obtiendrait pas un tel accord avec le Parti socialiste et dès lors s'est déjugé à notre endroit, refusant d'entériner l'accord auquel nos deux délégations étaient parvenues.

Par diverses déclarations, par une campagne permanente dans « l'Humanité », le Parti communiste français a, dès que l'accord fut en vue au niveau de nos deux délégations, constamment remis en cause les orientations sur lesquelles cet accord était en train de se faire. Une résolution de son Comité Central est ensuite venue confirmer cette orientation vers le refus d'accord en rejetant tout ce qui aurait pu dépasser le caractère strictement gestionnaire des municipalités, en reprenant une conception très extensive des alliances en direction du centre sous couvert d'intégrer les « forces démocratiques », et en exigeant qu'une exclusive soit prononcée à l'encontre des organisations que le P.C.F. appelle « gauchistes ».

Les organisations d'extrême gauche sont nombreuses et diverses. Nous avons avec chacune d'elles des désaccords importants et connus, nous ne sommes liés à aucune d'entre elles par une alliance inconditionnelle. Nous prétendons simplement qu'elles ont leur place dans le mouvement socialiste, et qu'elles doivent se déterminer par rapport aux problèmes en cause. Le projet de plate-forme commune auquel nous étions par-

venus pouvait être un critère suffisant de choix des alliances. L'accord était possible à condition de ne pas chercher à en dire plus et de se borner à déterminer de manière responsable les orientations du combat commun dans le domaine municipal.

Une dernière entrevue a eu lieu. Nous avons eu la surprise de voir le Parti communiste français revenir sur la totalité des éléments du texte jusqu'alors commun, et proposer notamment des amendements encore plus éloignés de toute volonté d'accord que la résolution de son Comité Central. Ces amendements sont d'ailleurs surprenants. Ils visent à supprimer par exemple la référence à la lutte contre les contrats de progrès, ou la référence particulière à la politique de répression et d'intimidation qui s'exerce vis-à-vis des jeunes, pour n'en citer que deux parmi 24 !

Il n'y aura donc pas d'accord. Mieux, le Parti communiste français a systématiquement cherché à le rendre impossible en essayant sans succès d'ailleurs, de provoquer l'indiscipline des Fédérations et Sections du P.S.U. Enfin, pour couronner une aussi magnifique politique d'unité, le Parti communiste français a choisi la ville du Havre, la plus grande des villes dirigées par une municipalité sortante P.C.-P.S.U. pour y ressusciter un parti radical qui en avait disparu. Moyennant quoi M. André Marie, vieux politicien retors de la IV^e République et responsable départemental du parti radical, passe accord à Rouen avec le centriste Lecanuet et au Havre avec le P.C.F., le tout sous la caution bienveillante et sans scrupules de Servan-Schreiber.

Que le parti radical continue à se déshonorer par des alliances sans principes n'est pas pour nous étonner, il en a l'habitude. Mais que le P.C.F. aille rechercher l'alliance de forces aussi ouvertement capitalistes pour refuser l'accord avec le P.S.U., voilà qui devrait inquiéter les travailleurs. Car quelle politique peut-on faire avec de pareils alliés ?

Les résultats vont être mauvais pour les forces socialistes. Tout cela ne fait que confirmer l'urgence qu'il y a à définir clairement puis à imposer les mots d'ordre combatifs autour desquels peut se faire une unité socialiste capable d'être victorieuse.

Diffuser une telle orientation et de tels mots d'ordre, voilà la tâche principale des listes d'union populaire que les militants du P.S.U. vont devoir bâtir un peu partout à travers la France avec les militants syndicalistes ou politiques qui partagent leur manière de voir. La condition majeure pour que l'attitude navrante du P.C.F. ne fasse pas subir trop de dommages à l'ensemble des forces représentatives des travailleurs, c'est en effet qu'une alternative socialiste soit clairement proposée au pays à travers les innombrables luttes qui s'y déroulent, et notamment à l'occasion des élections municipales. Les listes d'union populaire sont un outil indispensable à cet égard. Le combat essentiel du P.S.U. doit maintenant porter sur la constitution de l'alliance la plus large possible entre les forces pour qui le socialisme est un problème *actuel*, et la présentation du plus grand nombre possible de listes traduisant la volonté qui nous est commune. Les chances d'une victoire socialiste dans l'avenir proche commencent à se jouer sur ce terrain comme sur les autres. □

Vers la fusion Lutte Ouvrière - Ligue Communiste

Jean Verger

Le protocole d'accord que vient de signer la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, après plusieurs mois de laborieuses négociations, ne constitue encore qu'une première étape vers la fusion de ces deux organisations. Le texte du protocole dans une première partie, met en avant l'importance, pour la construction du parti révolutionnaire, des discussions en cours, fait le point des discussions passées et des activités communes réalisées et fait état brièvement de l'existence des divergences politiques et pratiques qui « sont compatibles, voire résorbables dans le cadre d'une organisation commune ». Enfin, cette première partie précise que l'organisation unifiée découlant de ces discussions serait rattachée à la IV^e Internationale, celle-ci en échange s'engageant à respecter les orientations définies lors de chaque congrès et à ne pas modifier la direction démocratiquement élue que se choisirait l'organisation unifiée. La deuxième partie de ce document prévoit que les structures de l'organisation unifiée seront celles du centralisme démocratique avec la libre expression des tendances et avec une représentation de droit paritaire aux courants L.O. et L.C. non seulement à la direction mais dans les différents périodiques intérieurs ou extérieurs dans l'organisation unifiée. Les troisième, quatrième et cinquième parties beaucoup plus courtes, définissent la répartition des militants dans les divers secteurs d'implantation, le rôle de la cellule de base comme structure organisationnelle ainsi que la nécessité d'une implantation dans les usines.

Une négociation difficile

La lecture du protocole, indépendamment de son contexte, l'usage répété du conditionnel montrent à quel point les négociations ont été difficiles et que de nombreux obstacles d'ordre politique (par exemple le problème du rattachement à la IV^e internationale) ou organisationnels (la volonté évidente de L.O.

de ne pas se laisser absorber purement et simplement) ont freiné et freinent encore le passage rapide à une organisation unique réellement unifiée. Si nous nous arrêtons d'abord sur ces considérations relatives à la forme, à l'enveloppe de ce processus de fusion, c'est qu'elles mettent en évidence d'une manière indiscutable à quel point la conception que se font nos camarades de la construction du parti révolutionnaire est en réalité anti-dialectique et conforme à des pesanteurs organisationnelles qui n'ont rien à voir avec le bolchevisme, dont par ailleurs ils se réclament. En effet, si vraiment les points d'accord programmatiques et pratiques entre ces deux organisations l'emportaient sur leurs divergences qualifiées de secondaires, le processus de fusion aurait dû parvenir beaucoup plus rapidement et on en serait aujourd'hui à la signature d'un véritable accord d'unification. Nous ne sommes pas sûrs d'autre part que les garanties démocratiques relatives aux tendances dans la future organisation soient véritablement respectées car nous savons bien, autant pour l'une que pour l'autre organisation, que les conditions actuelles d'une vie démocratique sont loin d'être réunies. Bref, nous avons l'impression que le problème de la direction révolutionnaire des luttes c'est-à-dire celui de la mise au point d'un programme révolutionnaire accepté par les travailleurs, est éludé et remplacé par son « substrat » celui de « l'organisation centralisée ».

L'obsession du bolchévisme

Nos camarades de L.O. et L.C. sont obsédés depuis mai 68 par l'idée que l'inexistence d'un parti conforme à l'idée qu'on se fait du parti bolchevik d'octobre 17 fut la raison principale de l'échec de mai 68. Depuis 3 ans, l'activité principale de L.C. est une course pour renforcer, structurer un appareil digne de ce nom et dont le panache, telles les plumes du paon, lui permette la percée de masse et notamment dans la classe ouvrière, qui lui fait singulièrement défaut. Peut-être la L.C. espère-t-elle dans cette opération récupérer avec les militants ouvriers de L.O. cette base qui lui manque : mais alors cette fusion est aussi un constat d'échec ! Quant à L.O. elle espère aussi dans cette opération, malgré les minuscules remportés dans un certain nombre d'entreprises, sortir de son isolement politique et organisationnel et utiliser l'infrastructure plus large de la L.C.



A.F.P.

Quant à nous, nous ne reprochons évidemment pas à ces deux organisations de vouloir s'unifier. Nous nous réjouissons profondément et sans arrière-pensée d'un tel processus qui aura au moins pour effet de simplifier un peu une carte de l'extrême gauche révolutionnaire dans laquelle les chats ont du mal à retrouver leurs petits.

Le parti révolutionnaire et les luttes

Nous souhaitons donc une bonne réussite à cette unification dont on ne connaît pas encore le calendrier, la nouvelle étape devant être caractérisée par une clarification au niveau du programme : nous pouvons simplement espérer que nos camarades ne se contenteront pas de recopier textuellement le programme transitoire de 1938, mais feront un effort réel d'adaptation de celui-ci à la situation française de maintenant...

L'addition purement arithmétique des groupes révolutionnaires, en supposant même qu'elle soit possible, ne constitue pas encore la réponse au problème de la cons-

truction du parti révolutionnaire de masse, tel que nous l'entendons, c'est-à-dire accepté comme dirigeant politique des luttes : sa construction, indépendamment de l'accélération qui pourrait découler d'une montée intense des luttes sociales et politiques, passe par le rassemblement unifié de la plus grande partie de ce que nous appelons aujourd'hui le « courant révolutionnaire » ; une bataille sectaire pour le renforcement de tel ou tel groupe, au détriment des autres et sans bataille politique débouchant sur les problèmes de la tactique et de la stratégie, risque de ne pas constituer une voie royale pour un tel objectif.

Il importe donc que nos camarades de L.O. et de L.C. adoptent un ton moins « triomphaliste » quant aux conséquences « historiques » de leur accord.

Et comme le dit fort justement Ben-Said, l'un des dirigeants de la Ligue Communiste : « Les révolutionnaires ne peuvent plus vivre de leur auto-préservation théorique et organisationnelle. Ils doivent s'intégrer aux luttes, assurer le rôle qui leur est dévolu ». C'est ce que nous souhaitons à nos camarades de L.O. et de L.C.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)

C.C.P. Paris 58.26.65

jeudi
21 janvier

POLITIQUE

Hebdo

numéro 16

- **Gilbert Hercet** : Le P.S.U. est-il un parti ?
Le prochain congrès devrait être celui des clarifications nécessaires.
- **Paris trahi** : La curée sur les Halles.
Des entrailles bénies pour les promoteurs.
- **Le grand débat P.C.I.** « Il Manifesto ».
Le crétinisme est-il parlementaire, extra-parlementaire ou bien les deux ?
- **Gébé** : Si la police allait, tout irait.

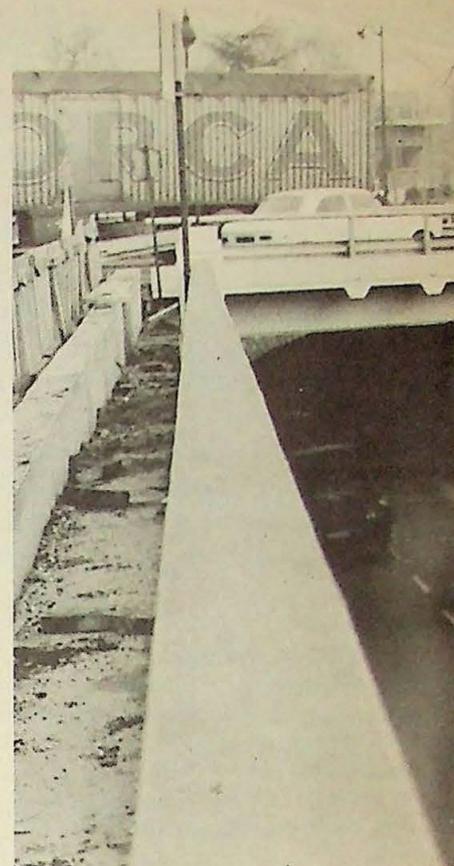
ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F

Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F

POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10^e
C.C.P. La Source 31-813-28

luttons ouvrières



Agip

● PARIS-NORMANDIE

Le quotidien normand n'a pas paru le 12 janvier dernier, les journalistes se sont mis en grève. Ils entendaient ainsi s'opposer à l'achat de leur entreprise par le groupe de presse Hersant. Ils semblent avoir momentanément réussi, mais leur participation au conseil de surveillance les enferme dans un système de cogestion qui les rendra responsables des grandes options économiques du journal.

● SIMCA

En invoquant une diminution des bénéfices due en particulier au blocage des prix des voitures, la direction de Simca en a profité pour annoncer 264 licenciements. Comme le gouvernement vient de permettre aux constructeurs d'augmenter leurs prix de 4 %, la C.F.D.T. vient de demander à l'inspection du travail d'annuler ces licenciements pour motifs dépassés. On est un peu gêné du côté de Poissy.

● PEPINIERE POUR GREVISTES

Aux pépinières **Nogarette** à Anancy le patronat refuse toute convention collective et on ne compte plus les brimades à l'encontre du personnel. Il n'y avait pas non plus de section syndicale. En octobre dernier les travailleurs en constituent une qui présente trois candidats pour être délégués du personnel. Aussitôt le patron en licencie deux. C'est la grève qui dure 15 jours avec le soutien du P.S.U. et du C.D.J.A. Le patronat capitule enfin : les travailleurs sont réintégrés, la section syndicale prend les affaires en main.

Sur le front des luttes

Faut-il enfermer les cadres ?

Jacques Ferlus

Etre cadre chez Ferodo c'est travailler dans une entreprise où les habitudes répressives sont connues. Ici on n'hésite pas à se débarrasser de militants syndicaux trop encombrants. Etre cadre chez Ferodo c'est participer à l'oppression des travailleurs par des cadences rapides, des horaires trop longs...

Etre cadre chez Martinot à Fougères, c'est avoir refusé d'informer les travailleurs que l'entreprise se cassait la figure. C'est n'avoir pas favorisé la réplique des travailleurs devant cette situation.

Chez Ferodo comme à Fougères, les travailleurs n'ont pas hésité : ils en avaient assez, ils ont frappé. Pendant quelques heures ils ont retenu ici les cadres, là les directeurs de l'entreprise. Une opération facile à réaliser et très efficace sur le plan tactique.

Dans le même temps ces travailleurs venaient de poser un problème d'envergure nationale pour la bourgeoisie : Est-il permis de séquestrer les cadres ? Bien entendu les cadres répondent que non. Le patronat aussi. Les syndicats ouvriers sont plus embarrassés : ils ne peuvent condamner des actions dans lesquelles sont directement mêlés leurs militants, d'un autre côté ils prennent garde de ne pas se couper des cadres. Ce qui les conduit à publier des déclarations ambiguës qui n'abordent le problème que sur le plan moral, alors que c'est en terme de lutte qu'il se pose.

Quel rôle jouent les cadres ?

Aujourd'hui tout le monde cherche à avoir les cadres avec soi et personne ne ménage les opérations sourires dans leur direction. Opérations qui n'ont donné que des résultats bien minces et qui évitent de se poser la véritable question : avec qui veulent être les cadres ?

Il est à remarquer que dans les derniers conflits les travailleurs s'en sont pris à des cadres qui, consciemment ou pas, se situent dans le camp du patronat. Il est plus facile à un ouvrier d'apprécier un cadre à sa juste valeur que le contraire et en cas de conflit il sait faire la différence entre celui qui est son allié et celui qui ne l'est pas. Le problème étant que les alliés-cadres sont plus rares que les autres et dans certaines entreprises totalement absents.

On réplique à cela que c'est mal connaître les cadres que de croire



Collombert

que leur situation ne leur pose pas de graves questions de conscience. Certes. Mais la plupart d'entre eux, pour satisfaire leurs besoins de contestation se contentent de leur association d'anciens élèves, de la lecture de l'Expansion et de quelques discours de M. Servan-Schreiber.

Choisir son camp

Il ne leur paraît pas nécessaire d'aller plus loin. Ainsi se taisent-ils devant les conditions de travail déplorables, les horaires, les cadences, l'organisation répressive de l'entreprise. Ils sont absents dans les actions que mènent les travailleurs sur ces thèmes. Ils sont muets ou approbateurs dans les réunions, conseils et colloques des directions qui mettent en place ces systèmes.

Bien peu ont choisi le camp des travailleurs et ce n'est pas en les

flattant qu'ils y viendront davantage. En matière de flatterie les patrons ont des moyens autrement plus importants.

A Condé-sur-Noireau, pour quatre cadres séquestrés quelques heures, onze travailleurs ont été licenciés. Pas un seul cadre ne s'est levé pour protester contre ce procédé. Il en a été de même tout au long des quinze dernières années où on a licencié et réprimé chez Ferodo. Donc lorsque les travailleurs de cette entreprise s'attaquent aux cadres, c'est bien parce que ceux-ci se comportent comme des adversaires de classe. Il ne faut pas aller chercher des problèmes moraux là où il n'y en a pas. Un adversaire de classe se reconnaît selon le camp où il se bat, selon l'attitude qu'il adopte dans la lutte. Un point c'est tout.

Aux cadres seuls de savoir choisir leur camp. □

A quoi ressemble un adversaire ?

Michel Camouis

Du temps où il était écolier, Marcel Dassault était un bon élève. C'est ce qu'il laisse transparaître dans le petit livre qu'il vient d'écrire (*).

Cet ouvrage ressemble fort à une rédaction d'un écolier du cours moyen... deuxième année, à qui on aurait demandé d'évoquer ses meilleurs souvenirs. Le vocabulaire est pauvre, le texte manque d'arguments. L'élève Dassault n'est pas doué dans la matière.

Il raconte sa vie, celle qu'il estime devoir faire connaître à la jeunesse du pays. Il raconte mais n'explique jamais. Le plus grand constructeur français d'armes n'estime pas nécessaire de se justifier. On ne peut trop en demander aux âmes enfantines.

Un talisman qui ne protège pas de... l'écœurement

« Le Talisman » est donc une œuvre drôle qui ne nécessite que quelques dizaines de minutes de lecture. A la fin de l'ouvrage pourtant il vous vient

comme une impression d'écœurement vis-à-vis de cet homme. Ce que vous pensiez avant d'ouvrir la première page se trouve confirmé : Marcel Dassault a le plus grand mépris pour ses semblables et plus particulièrement pour la classe ouvrière.

En voici quelques exemples : « J'ai toujours essayé d'améliorer le sort de mon personnel. C'est ainsi que, en 1935, j'ai réuni les délégués de mon usine de Courbevoie et leur ai proposé d'allouer au personnel 20 % des bénéfices. Ils m'ont répondu qu'ils me remerciaient beaucoup, mais qu'ils ne voulaient pas collaborer avec le patronat, qu'ils souhaitaient que l'usine leur appartienne et que ce jour-là, comme j'étais un bon patron, ils me prendraient comme directeur...

En 1935 également, j'ai décidé d'accorder aux ouvriers une semaine de congés payés, ce qui fut accepté avec satisfaction.

En 1937, lorsque Léon Blum donna quinze jours de vacances... les délégués de mon personnel me firent re-



marquer que la semaine de vacances que je leur donnais constituait un avantage acquis qui devait s'ajouter aux deux semaines légales... Je me suis déclaré d'accord...

Outre qu'il dispose d'un mois de vacances, il est évident qu'un employé au moins sort de la condition prolé-

tarienne, se trouve plus en sécurité est davantage associé à la vie de l'entreprise...

... Le personnel qui entre dans ma société n'en sort généralement qu'à l'âge de la retraite. »

A en croire M. Dassault il n'y a jamais eu le moindre conflit, la moindre grève, le moindre licenciement dans son entreprise. Ce n'est pas l'avis de « SES » travailleurs.

« Jours de France » ou la politique « par hasard »

Marcel Dassault explique délicieusement l'évolution de l'hebdomadaire « Jours de France ».

« Tout parlementaire désire avoir un petit journal. C'est ainsi que le général de Benouville et moi-même avons créé : « Jours de France ».

Au début, « Jours de France » était un journal politique mais, très vite, nous avons compris que pour qu'un journal politique ait une influence, il fallait qu'il soit beaucoup lu et que, pour être beaucoup lu, il ne fallait pas y parler de politique...

Lorsque, par hasard, nous publions un article politique, il est vu par quatre millions de lectrices et de lecteurs ».

L'ensemble du livre est de la même veine. M. Dassault explique aussi que la comtesse de Ségur est un de ses auteurs préférés... Ce n'est pas une excuse, sa rédaction mérite un beau zéro. □

(*) Marcel Dassault : « LE TALISMAN ».

Linxe (Landes)

Le patron liquide...

Entreprise DARBO (bois) :
180 employés ;

51 licenciés parmi lesquels:

- le délégué syndical C.F.D.T. ;
- le représentant syndical C.F.D.T. au comité d'entreprise ;
- trois élus titulaires (C.F.D.T.) sur quatre au comité d'entreprise ;
- trois délégués du personnel titulaires C.F.D.T. sur quatre.

Soit au total huit militants syndicalistes.

Il s'agit d'une mesure de répression syndicale que le patron voudrait dissimuler à travers une mesure de licenciement collectif « pour raisons économiques ». Les faits prouvent le contraire.

En janvier 70, c'est la création de la section syndicale C.F.D.T. : 140 adhérents sur 180. Très vite apparaît un syndicat autonome dévoué au patron, utilisant tous les moyens possibles de pression et de chantage, pour entraver l'action de la section C.F.D.T.

Le patron mute un à un les délégués syndicaux dans des ateliers... qui, comme par hasard, sont les ateliers fermés aujourd'hui. A l'atelier d'électricité de l'usine, les 5 ouvriers licenciés sur 7, sont les syndiqués, alors que l'horaire hebdomadaire de travail est encore de 48 heures. Bizarre...

Les licenciements « devraient » frapper des ouvriers peu qualifiés, ou embauchés depuis peu. Or, les militants C.F.D.T., qualifiés et ayant 15 à 20 ans de service sont licenciés.

Les licenciés reçoivent la lettre officielle de licenciement la veille du dépôt des candidatures, pour les élections des délégués du personnel, et ce, pour empêcher la candidature des syndicalistes.

Les menées répressives de Darbo sont connues et reconnues puisque l'inspecteur du travail lui-même a été amené à dresser cette année 163 procès-verbaux à l'encontre de l'employeur pour entrave à l'exercice du droit syndical.

Fausse argumentation

Darbo a été incapable de donner au comité d'entreprise les informations et documents portant sur la fameuse « restructuration » invoquée par le patron, et qui doivent d'après la loi, être présentées au C.E. : tous les textes légaux relatifs à la protection légale des représentants du personnel dans les entreprises sont ignorés par ce patron féodal, qui croit régner en maître

absolu dans son entreprise, aidé, il faut ici le dénoncer, par l'inspecteur du travail — qui a accepté les licenciements.

Mais, les travailleurs de Linxe ne vont pas se laisser bernier par ces prétextes fallacieux. Ce sont 51 familles qui sont touchées, soit 90 enfants, 17 personnes de plus de 50 ans, dont 10 de plus de 57 ans, 3 veuves sans soutien. Les chances de reclassement sont infimes : 6 sur 51, ont peut-être une chance d'être réembauchés. Les ouvriers ont vite compris que la liste d'entreprises proposée par le patron était une supercherie : Darbo donne de fausses informations sur la capacité d'embauche des entreprises citées, et va même jusqu'à proposer des places dans une entreprise qui, à l'heure actuelle est tout juste en construction !

Les patrons qui veulent se débarrasser d'une section syndicale sont prêts à toutes les violences : mensonges grossiers, chantages, non respect des lois protégeant les travailleurs, licenciement de personnes âgées, sans soutien financier.

Liquider à tout prix

Ces mêmes patrons sont prêts à toutes les dépenses pour liquider la section syndicale :

On a vu en effet cette chose incroyable : le patron mettant à la disposition des licenciés une voiture avec chauffeur (!) pour leur permettre d'aller retirer leur lettre de licenciement à la poste alors que quelques jours auparavant, ce même patron refusait de prêter une voiture de l'usine pour un ouvrier blessé.

Autre exemple : Darbo n'hésite pas de jouer le grand généreux en octroyant à ses ouvriers licenciés deux mois de salaire d'avance : il verse donc d'un bloc plusieurs millions pour avoir la paix. Il est bien connu que les chefs d'entreprise préfèrent encore dépenser de l'argent que de garder ceux qui n'acceptent pas leur loi, à savoir les syndicalistes.

Mais les ouvriers s'organisent : la section C.F.D.T. a procédé le samedi 16 janvier à la constitution d'un comité de soutien (avec C.G.T. - F.E.N. - Gemmeurs - M.O.-D.E.F. - P.S. - P.C. - P.S.U. - Ligue Communiste) afin de mener une campagne d'information, des meetings et manifestations de rues dans le département — qui, après l'affaire Solférino est touché une fois de plus par la répression ouverte et brutale des patrons.

D'ailleurs les ouvriers ont compris que les pouvoirs publics n'étaient pas avec eux. Les forces de police étaient samedi 16 à la porte de la salle des fêtes où se tenait la réunion constitutive du comité de soutien.

D'autre part, dans la nuit du 16 au 17, et ce n'est pas la première fois, les syndicalistes ont rencontré en rentrant, devant la porte de leurs domiciles, les forces de l'« ordre »... qui ne se sont pas gênées pour les interroger sur leurs activités.



Collomber.

Nogent - en - Bassigny

Répression

Aux Forges de Courcelles, 450 ouvriers, plusieurs mouvements de grève ont été suivis dans le courant de l'année 1970 ; leurs objectifs : contrôle de cadences, hiérarchies de salaires, système de commandement dans l'entreprise, mensualisation alignée sur les salaires les plus hauts, etc. Toutes ces grèves ont été conduites par décision des ouvriers intéressés et dans la plus large démocratie de base. Ces mouvements dans une usine et une cité réputées « tranquilles » pour un patronat des plus rétrogrades, c'en était trop pour celui-ci. La direction de l'entreprise décide de licencier Pierre Lesprit, secrétaire du comité d'entreprise et délégué syndical C.F.D.T., sous des prétextes relevant à la fois du mensonge et de la conception monarchique de l'autorité patronale. Cet ouvrier militant connu et auquel l'ensemble des travailleurs fait confiance, est pris pour servir d'« exemple », pour faire peur aux autres délégués, aux ouvriers et pour tenter de briser tout mouvement revendicatif et syndical.

Devant cette agression patronale, les ouvriers des Forges, mais aussi des travailleurs des autres petites usines nogentaises (où on n'avait pas connu de grève depuis 10 ans !) débattent dans l'unité et manifestent devant l'usine ; des enseignants syndiqués s'y joignent.

Malgré l'avis négatif du comité d'entreprise, il se trouve un inspecteur de travail, complice, pour autoriser le licenciement, violant dans ses motivations, scandaleuses et indigestes, la législation et la jurisprudence bourgeoises elles-mêmes. Il démontre à l'ensemble des travailleurs qu'il est au service exclusif des patrons et qu'il méprise la classe ouvrière...

Une assemblée publique des travailleurs de Nogent, venant de plusieurs entreprises, décide de créer un comité permanent de défense des droits syndicaux où se trouvent, dans l'unité ouvrière la plus large, les syndicalistes de toutes centrales et les partis politiques ouvriers. □

Toutes
les semaines

tribune

socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune

socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune

socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

La vie quotidienne à Fougères

De notre correspondant

Fougère, ville ouvrière à forte densité.

La situation économique et sociale se caractérise par :

— Des bas salaires (les plus faibles de France ; 70 % des travailleurs de la chaussure et de l'habillement ne gagnent pas 750 F par mois).

— L'insécurité de l'emploi (chômage total, fermeture d'usine, chômage partiel saisonnier).

— En novembre **650 chômeurs partiels**. Actuellement plus de 600 chômeurs.

— Le manque d'emploi pour les jeunes également qui deviennent chômeurs avant d'avoir exercé une activité professionnelle, faute d'embauche.

Depuis trois mois la situation se dégrade de plus en plus.

Début octobre. — Grève chez Gaillard et Mignot. La direction laisse pourrir la grève pendant neuf jours en refusant de recevoir les travailleurs (pas de militants P.S.U.).

— **Licenciement** d'un père de famille (veuf, 5 enfants), à l'entreprise **A.I.V.** pour permettre le reclassement d'un chef d'équipe dont le poste est supprimé (1 militant P.S.U., délégué syndical).

— **Licenciement** d'une ouvrière à l'entreprise **Simmons** sans préavis (11 ans de présence). Raison avancée : 14 mois de maladie (1 militant P.S.U.).

9 octobre. — Grève à l'entreprise Bertin ; grève des coupeurs (tout un service) suite à une diminution de prime ; refus de discussion du patron pendant plusieurs jours, ceci pour faire plier les travailleurs. Débrayage d'un autre service (piqûre) par solidarité (1 militant P.S.U., délégué syndical C.F.D.T.).

15 octobre. — La section décide de dénoncer le pouvoir absolu par un tract explicatif à toute la population. Ce tract dénonce également l'hypocrisie des bien-pensants et les menaces de saisie de meubles chez les usagers d'H.L.M. en retard de paiement de loyer (conséquence des bas salaires, du chômage partiel).

Ce tract a fait sensation ; il a été très bien perçu par la classe ouvrière. De l'autre côté, il a mis les bourgeois et les notables en émoi, surtout qu'il faisait suite à un tract diffusé quinze jours plus tôt sur le drame d'Argentre du Plessis et qui mettait en cause la morale des gens bien.

Début novembre. — Les menaces se précisent.

Sur 1.354 familles, plus de 300 ont un retard de paiement de loyer (certains doivent 30 000 AF, d'autre 3 et 400 000 A.F.). Les menaces sont mises à exécution.

Huit ventes de meubles ont lieu (particulièrement dans des familles de cas sociaux).

Face à ces ventes, beaucoup prennent peur et font des engagements de remboursements de 30 à 35 et même 60 000 A.F. par mois.

Des avances sont faites, soit par des patrons, des comités d'entreprise (ce qui accentue la dépendance, la mainmise du patron sur les travailleurs).

— Conséquence : endettement des familles ailleurs ; difficultés d'assurer le paiement des factures de gaz et électricité, d'eau ; des fermetures de compteur ont eu lieu.

17 décembre.

— La veille de la vente de meubles, nous avons collé des affiches sur les murs du hall de la salle des ventes. Cinq sortes d'affiches, dont voici la teneur :

1°) SAISIE !

La plupart des meubles vendus ici ont été subtilisés. Ouvriers, ne vous rendez pas complices, n'achetez pas !

2°) SAISIE !

Travailleurs, ne vous laissez pas tenter par une occasion bon marché : c'est peut-être le meuble de votre voisin ou de vos amis.

3°) SAISIE !

La solution aux problèmes des bas salaires, l'office H.L.M. l'a trouvée. La vente de votre mobilier.

4°) SAISIE !

Pour le Noël des travailleurs, la bourgeoisie les met sur la paille.

5°) SAISIE !

Travailleurs, pour vos étrennes le receveur a pensé à vous, il vous a laissé un lit.

Egalement pour ces saisies et ventes, une position commune est parue dans la presse et a été diffusée dans les boîtes aux lettres de la ville par diverses organisations — A.P.F. — C.F.D.T. — C.G.T. — Vieux de France, Association des anciens travailleurs, F.N.M.I.P. — P.C.F. — P.S.U.

Fin novembre — début décembre

— **Licenciement collectif A.I.V.** (application industrielle du verre).

— Liquidation judiciaire prononcée, un syndic est mis en place pour trois mois.

Quarante-cinq ouvriers sont licenciés. Cinquante restent à l'usine sans savoir si au bout de trois mois l'entreprise va poursuivre son activité.

A l'entreprise un militant P.S.U., délégué syndical C.F.D.T. depuis six mois, licencié.

Les travailleurs par l'initiative des délégués décident de mener une action, défilé traditionnel, (en voiture avec klaxon tout au long du parcours ; beaucoup de bruit) à la

mairie, sous-préfecture. Très vite, chacun se rend compte qu'il ne peut rien.

Les travailleurs perçoivent que les problèmes de l'entreprise ont des résonances politiques, ils ont conscience qu'ils vont être blousés comme les 180 travailleurs de chez MEREL (entreprise fermée il y a deux ans, des millions de salaires sont encore dus à ces travailleurs).

Réunis en assemblée générale les travailleurs cherchent par quels moyens obtenir leur argent.

Le permanent C.F.D.T. (militant P.S.U.) et le délégué lancent l'idée de se servir, de prendre du matériel. L'idée fait son chemin ; plusieurs sont décidés, d'autres hésitent ; ils voudraient bien mais ils ont peur.

Puis il reste les cinquante autres qui, eux, ont l'espoir que l'entreprise continue avec les effectifs réduits.

C'est le chantage : s'il y a du bordel, je ferme immédiatement. Vous aurez contre vous les cinquante non-licenciés... Toute la journée du 30 novembre les pourparlers traînent. Il y a des hauts et des bas chez les travailleurs. Le délégué P.S.U. continue l'action ; il veut faire réagir les gars. Il arrive près de certains ; ils décident de saisir les machines à calculer, à écrire...

Finalement, ils sont à cinq ou six, toujours décidés mais ils hésitent. Ils ne se trouvent pas assez nombreux ; l'affaire a trop traîné, l'enlèvement n'a pas lieu.

Les patrons, par contre, sont au courant. Ils ont entendu les conversations. Le sous-préfet connaît la menace ; elle lui a été annoncée.

La date du paiement de la paye approche. Le permanent, les délégués et les travailleurs décident à nouveau de passer à exécution. S'ils ne sont pas payés intégrale-

ment tout est préparé. Surprise : la veille de la paie, le sous-préfet annonce à une délégation de chez MARTINOT que les ouvriers de l'A.I.V. seront payés. Ils le sont effectivement intégralement. Les pouvoirs publics ont eu peur du scandale, les notables reconnaissent qu'il y a actuellement un mauvais climat à Fougères ; que certains profitent de la situation pour faire de la publicité.

Victoire pour les travailleurs A.I.V. Oui, ils ont obtenu ce qui leur était dû.

Victoire pour les pouvoirs publics - notables - patrons, qui ont empêché (devant la menace) de faire éclater le scandale, que l'opinion publique soit alertée.

La prise de conscience des travailleurs a-t-elle été plus grande ? Celle de l'opinion publique a-t-elle évolué ?

N'aurait-il pas fallu passer à l'action le jour où 10 % seulement des salaires étaient assurés ?

N'est-ce pas le type d'action « exemplaire » à proposer en cas de licenciement ?

17 décembre

Grève chez LECLERC (pas de militant P.S.U.). Licenciement dans plusieurs entreprises bâtiment : BRUN couverture, GOBE, GOUPIL, GUILLAUME bâtiment.

L'entreprise MARTINOT, en difficulté (270 ouvriers), annonce 120 millions de déficit. Le tribunal de commerce nomme un curateur pour trois mois, et prévoir si possible un plan de redressement de l'entreprise.

La section de nouveau fait un tract. Le bilan de la situation de l'emploi à Fougères (à la veille du réveillon) met en cause les traiteurs de l'Aumaillerie qui invitent à réveillonner pour 14 000 F par

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

- Liste n° 7
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, K. MARX 3,65 F
- Introduction à l'économie politique, R. LUXEMBURG 21,50 F
- L'Etat et la révolution, LENINE 3,20 F
- La théorie du matérialisme historique, N. BOUKHARINE 20,00 F
- La seconde guerre d'Indochine, W. BURCHETT 18,00 F
- L'Internationale Communiste, D. DESANTI 25,75 F
- La Comune, son budget, ses comptes, F. GIQUEL 19,00 F

Prix réel : 111,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

personne (ceci nous a valu une lettre des employés soi-disant de l'Aumaillerie), et mise en lumière de l'incapacité des patrons qui font faillite, et de ceux qui nous gouvernent. Ce tract fait encore son effet et est reconnu vrai. (A Fougères MARTINOT était le bon patron.)

22 décembre

Séquestration de la direction chez LECLERC. Prises de position dans la presse des directions d'entreprises fougères et des cadres de la C.G.C. face à la séquestration et à la soi-disant violence, et atteintes à la liberté des individus.

Etant donné l'impact des séquestrations chez FERODO à Condé-sur-Noriot et chez LECLERC, à la position patronale, nous sortons un nouveau tract le 30 décembre, intitulé : « Où est la violence ? »

Ce tract diffusé entre la séquestration chez LECLERC et celle de chez MARTINOT a eu un très bon écho. De plus en plus, les tracts sont lus et suivis. Il y a une avancée très nette de la prise de conscience aussi bien parmi les travailleurs que parmi les femmes (d'où l'avantage des distributions dans les boîtes aux lettres plutôt qu'à la porte des entreprises).

Fin décembre - début janvier

Licenciements à Martinot : cinq militants P.S.U., un délégué syndical ; deux délégués ; un militant ; tous C.F.D.T. Le curateur découvre que le trou réel se situe entre 5 et 700 millions d'AF.

Celui-ci prend alors la décision de licencier 189 ouvriers. Soixante-dix resteront jusqu'à la fin mars pour finir les travaux des pavillons de la Z.U.P. à Fougères, ce qui permettra de débloquer 90 millions.

Les travailleurs découvrent que l'entreprise ne se redressera pas ; les pouvoirs publics n'interviendront pas, et aucune garantie n'est assurée aux travailleurs pour le paiement de toutes les sommes dues.

C'est alors que les travailleurs veulent agir. Réunis en assemblée générale avec les délégués, ils décident de faire une journée d'action le lundi. La matinée se déroule comme prévu. Au cours de la réunion du matin, une employée de bureau et les mensuels déclarent que les curateurs ont été nommés pour prévoir un redressement de l'entreprise ; ils estiment que c'est eux qui veulent la liquidation et qu'il faut faire quelque chose pour empêcher que cela se fasse. Un délégué militant P.S.U. réagit, déclarant que c'est MARTINOT qui est en cause.

Au cours de la matinée, manifestation (150 travailleurs) à la mairie, à la sous-préfecture dont certains sont descendus de Rennes. En passant près de la banque où l'entreprise dépose ses fonds, deux militants P.S.U. pénètrent à l'intérieur réclamant de l'argent ; une vingtaine suivent. Des affiches sont enlevées ou tournées ; échangées par les affiches des manifestants. Les employés n'en mènent pas farge. Une délégation se forme

alors. Le directeur ne les reçoit pas, c'est un conseiller. Celui-ci déclare qu'il y a 30 millions de bloqués à la banque et qu'il veut bien accepter de les débloquer pour le paiement des salaires si les pouvoirs publics lui en donnent l'ordre.

Puis départ chez Cointat (député). Celui-ci est absent. Arrêt de la circulation pendant un quart d'heure au moment de la sortie des usines. (Cela permet d'alerter les travailleurs qui ne sont pas concernés). L'après-midi l'action doit repartir au bureau de la main-d'œuvre.

sont fait avoir et n'ont pas réagi pour remettre à sa place Martinot qui est le responsable de la faillite.

A dix-huit heures, arrivée des cars de gardes mobiles. Le sous-préfet reçoit l'ordre de les faire intervenir afin que tout soit terminé à dix-neuf heures. Celui-ci sur les lieux empêche les forces de l'ordre d'intervenir. Les pourparlers échouent : les gars refusent de s'en aller ; ils veulent poursuivre.

Vers vingt-deux heures, Marcelin menace de casser le sous-préfet si les C.R.S. n'interviennent pas.



Collombert

Collombert



Mais les travailleurs ne veulent plus suivre. Ils sont décidés de se rendre à la Motelle (lieu des bureaux de l'entreprise). Le permanent C.F.D.T. militant P.S.U. essaie de les dissuader. Deux voitures partent quand même ; celles-ci contiennent dix gars.

Les autres veulent suivre. Un vote a lieu ; une large majorité se dégage pour se rendre à la Motelle. Tout le groupe y monte. Lorsqu'ils arrivent sur les lieux, les dix premiers ont déjà séquestré les curateurs ; des planches sont solidement clouées.

Le permanent et deux militants P.S.U. sont sur place avec les travailleurs. Les délégués, eux, sont à la Sagem en délégation afin de connaître les possibilités d'emploi dans cette entreprise. Des pourparlers ont lieu entre les curateurs, le permanent et les travailleurs ; ceux-ci demandent que les pouvoirs publics financent le redressement de l'entreprise et demandent également la garantie du paiement des sommes dues. Les curateurs ne veulent rien promettre (et pour cause !).

Dans l'après-midi le patron Martinot se balade dans la cour avec les travailleurs, aimable, très adroit, buvant avec eux. Il rejette la liquidation sur le dos des curateurs. Le permanent toujours en pourparlers dans les bureaux, aperçoit Martinot par une fenêtre, il en est tout surpris. Les délégués absents, il semble que les gars se

La radio fait état de la séquestration. Le sous-préfet décide de faire intervenir les C.R.S. qui sont descendus des cars. Le commissaire principal s'y oppose, il sent que les pourparlers sont prêts à aboutir.

Il a raison, à 10 h 20 tout est terminé. Dix minutes avant l'heure décisive le permanent et les délégués ont abouti à un accord bideau avec les curateurs ; ils veulent en finir. Les travailleurs acceptent, c'est la dislocation.

Les militants P.S.U., le permanent sont soulagés d'avoir évité l'affrontement avec les C.R.S. Ils ne voulaient pas courir le risque d'une effusion de sang. Comme à l'A.I.V. :

Il y a des questions qui se posent :

L'action a-t-elle vraiment été menée par la masse des travailleurs à la base ?

Y-a-t-il eu une plus grande prise de conscience chez les travailleurs fougères ?

Devait-on laisser les C.R.S. intervenir ou pas ?

L'action de la base a-t-elle été freinée ?

Comment prolonger l'action sur le plan politique : réunion politique ? Elections ? (1).

(1) Ces questions et d'autres pourront être débattues au cours de la réunion VENDREDI 15 à 20 h 45 (FOUGÈRES) avec la participation de A. BEHAR.

Roubaix

Une semaine de luttes

G. Lemahieu



A.F.P.

Le lundi 11 à 7 heures, devant l'usine Lemaire et Cie (1), le Secours Rouge entre à son tour dans le combat contre la répression dans cette entreprise. Une vingtaine de militants distribuent un tract. Le patron fait appeler la police. Deux cars arrivent. Les policiers n'interviennent pas. Renault fils tombe la veste et défie les militants qui font le mur devant lui.

A 18 heures, le Secours Rouge distribue sur la place de Roubaix un tract en faveur de Sylvain Puttemans, un jeune appelé qui refuse de faire son service militaire et fait grève de la faim depuis le 22 décembre. Il ne se considère pas objecteur de conscience, mais refuse de servir dans une armée au service de la bourgeoisie et qui abrute les jeunes. Condamné, il a été emprisonné puis transféré à l'hôpital militaire de Lille où l'on ne peut lui rendre visite. A Lille, ce soir-là, l'action sera plus dure : des « inconnus que la gendarmerie recherche » barbouillent les monuments commémoratifs et prennent à partie un militaire.

Descente de police et pneus crevés

Mardi à 17 h 30, nouveau tract du Secours Rouge à la porte de chez Lemaire. A 18 h, les militants distribuent les exemplaires restants sur la Grand-Place et remontent vers la gare. Arrivent les policiers : 16 personnes sont embarquées, dont deux jeunes aux cheveux longs qui n'ont rien à voir avec l'affaire. Tous restent au commissariat pendant deux heures pour « vérification d'identité ».

A 18 h. 30, les militants de la C.F.D.T. se réunissent pour préparer une nouvelle action sur l'entreprise.

**

Mercredi matin, la C.F.D.T. distribue un nouveau tract chez Lemaire. Cette fois-ci, les patrons ne bronchent plus. Mais le fascisme n'a pas désar-

mé. André Coisne, délégué licencié, a retrouvé sa voiture avec trois pneus crevés.

On s'occupe des courées ; leurs habitants occupent...

Ce même mercredi à 9 h. 30, les habitants de trois courées, appuyés par le cartel-logement (A.P.F., P.S.U., C.F.D.T., J.O.C., Culture et liberté, etc.), entrent à une cinquantaine dans les locaux de l'organisation pour la suppression des courées de la métropole (ORSUCOMN). Association selon la loi de 1901, l'ORSUCOMN permet à la bourgeoisie et à la municipalité « IV^e République » de gérer les crédits gouvernementaux affectés à la suppression des courées.

Ils viennent avec un but précis, ces habitants des courées et ces militants ! Ils veulent rencontrer des res-

ponsables et occuper les locaux jusqu'à ce qu'ils aient satisfaction sur quatre points : indemnité de réinstallation pour ceux qui habitent une courée en passe d'être programmée et qui ont déjà trouvé un logement ; des propositions de logement tenant compte des besoins réels des gens ; l'arrêt immédiat des démolitions tant que tous les habitants d'une courée ne sont pas relogés et la fixation de l'indemnité de réinstallation sur des bases claires.

C'est que la colère gronde. On a suffisamment parlé de ces maisons insalubres entassées les unes contre les autres. Il faut les détruire. Le gouvernement et la bourgeoisie l'ont clamé. Mais, malgré l'argent avancé par le gouvernement, ils entendent que les habitants des courées fassent les frais de la réinstallation !

On oblige des prolétaires mal payés à engager des frais alors que les indemnités tardent à venir.

Certains relogements enfoncent les locataires dans une misère cachée : loyers plus chers malgré l'allocation-logement, trajets plus longs, etc.

Des habitants possédant leur maison en cour ont mis tout leur argent et leurs efforts pour transformer une vieille bicoque en maison habitable et parfois coquette. Avec le prix de rachat fixée par les Domaines, il leur est impossible de trouver une maison équivalente.

Lorsque les habitants d'une courée ne veulent pas partir après trois propositions, on détruit tout autour d'eux. Pour les écœurer. Et puis, pense-t-on, ils ne se défendront pas. Ne sont-ils pas en majorité des vieux travailleurs et des Algériens ?

Eh bien ! ce mercredi, la bourgeoisie en est pour ses frais ! Les gens des courées sont majoritaires parmi la cinquantaine d'occupants de l'ORSUCOMN. Un Algérien les rejoint bientôt : on démolit la maison voisine de la sienne. Les murs tremblent. Sa famille est en danger.

... et font céder l'ORSUCOMN

Des interlocuteurs, il y en aura. Tellement prêts au dialogue qu'ils vont causer des heures et des heures pour noyer le poisson ! Arrive d'abord un chargé de relations publiques qui sera relayé l'après-midi par le président de l'organisme. « Nous voulons un accord écrit », exigent les occupants.

A 18 h. 30, se tient un meeting face à l'immeuble. Après la dislocation, les manifestants vont distribuer dans les courées un tract intitulé « démolitions, d'accord... relogement d'abord ». L'occupation continue.

Dans la soirée, la direction de l'ORSUCOMN cède. Les municipales approchent. Une lettre signée du président donne satisfaction sur les quatre points. Cette victoire ne résout pas tout. Mais des travailleurs ont

caux de la chambre patronale interprofessionnelle. Ils exigent une prise de position sur les licenciements chez Lemaire, la répression syndicale et la décision de l'inspection du travail. « Nous reconnaissons la décision de l'inspection du travail ; nous sommes solidaires des établissements Lemaire ; nous plaçons la répression syndicale au premier plan de nos préoccupations encore qu'il y ait beaucoup d'exagération », répondent en substance le président et le secrétaire de la chambre patronale.

« Contact inefficace », répondent les militants, qui passent la nuit sur la moquette patronale. Les dirigeants patronaux s'installent à l'étage du dessus.

Samedi à 9 h., les militants quittent la chambre patronale. Mieux vaut se préparer à d'autres actions. Le président des patrons rédige un communiqué critiquant le « harcèlement syn-



secoué le paternalisme et pris confiance en eux-mêmes.

**

Dans la journée, l'inspection du travail a fait savoir qu'elle refusait le licenciement d'André Coisne, délégué syndical chez Lemaire. Pour Robert Lanoye, délégué au C.E., elle n'avait reçu aucune demande de licenciement.

Nuit d'occupation à la chambre patronale

Le jeudi 14, la police convoque un ouvrier espagnol blessé par la D.S. fonçant sur le piquet de grève. Les policiers exercent toutes les pressions possibles pour l'amener à retirer sa plainte et le menacent d'expulsion.

**

Le vendredi 15 à 18 h. 25, les militants de la C.F.D.T. occupent les lo-

dical » et concluant : « Mettons de l'huile dans les rouages et non sur le feu ! »

Propos de circonstance, Roubaix connaît, en effet, une autre manifestation : celle des sapeurs-pompiers, en grève de corvées depuis le 19 novembre, pour la reconnaissance des qualifications, la réduction du temps de travail, l'augmentation des effectifs et des crédits pour la sécurité publique. Venus de différentes villes du département à l'appel des syndicats, ils défilent samedi après-midi dans les rues du centre avec leur sirène portative, en criant « Pim-pom-pidou » et « Pas de sécurité au rabais ». Manifestation gentille, bien vue par les gens. Mais pour les pompiers, il s'agit de faire plier l'état-major tout en assurant la sécurité... □

(1) Voir « T.S. » du 14 janvier.

Des travailleurs des 5322 - 5325 - 5333 informent les camarades des autres lignes

De notre correspondant à Grenoble

Vendredi 18 décembre à 12 h. 50 nos trois lignes de production 5322-5325-5333 ont cessé le travail pour s'opposer aux manœuvres de la direction visant à supprimer progressivement les T.P.C. (1) en les incorporant dans les temps de coupe.

Nous prenons nos problèmes en main !

L'assemblée des grévistes qui s'est tenue dans les vestiaires a permis à tous les travailleurs présents de s'exprimer et de réfléchir en commun pendant près de deux heures sur :

- leurs conditions de travail dans le système actuel au **boni** et les **augmentations incessantes de cadences** ;

- les formes de luttes à développer pour s'y opposer efficacement.

Cette méthode, parce qu'elle nous permet à tous de nous exprimer, de nous unir réellement a été payante.

Augmentation des cadences de travail

Il est de plus en plus clair pour les travailleurs que l'augmentation de cadences est le moyen utilisé par la direction pour récupérer sur le travail des ouvriers, les augmentations de salaire qu'elle est périodiquement contrainte de leur céder.

Le fait d'affirmer que ce changement de temps intervient seulement lorsque des modifications sont apportées aux procédés d'usinage ne change rien quant aux conséquences qui sont **pour le patron : plus de production, plus de profit. Pour le travailleur : obligation de travailler plus pour conserver un même salaire.**

Exemple : un travailleur sur rectifieuse utilise un montage d'usinage dont le poids nécessite l'utilisation d'un palan (des études « scientifiques » ont en effet été réalisées qui spécifient qu'aucune charge de poids supérieur à 21 kg ne devait être manipulée à la

main). La direction fait procéder à une étude en vue d'alléger le montage en question.

Résultat : le poids du montage étant désormais légèrement inférieur aux normes prévues permettant l'utilisation du palan, l'opérateur effectue toutes ses manutentions à la main et on a ainsi augmenté de près de 50 % le nombre de pièces/heure exigées.

Ce n'est qu'un exemple pris parmi des dizaines d'autres qui montrent qu'à Caterpillar l'amélioration des techniques d'usinage loin d'améliorer nos conditions de travail ne font en réalité que les aggraver.

Que faire ?

Il n'est pas dans notre intention de chercher à imposer à nos camarades des autres lignes une forme déterminée de lutte. Cependant, la discussion qui s'est engagée entre nous tous a permis de dégager les idées suivantes sur lesquelles nous vous appelons à réfléchir :

- la seule façon efficace de s'opposer à l'augmentation des cadences n'est-elle pas de **briser les cadences** (grève du **boni**) à une moyenne de 50 % de la production journalière ?

- l'expérience nous a montré (grève de 1967) qu'une grève de ce genre est difficile à mener sur l'ensemble de l'entreprise. Ne vaudrait-il pas mieux que ces luttes soient menées ligne par ligne chaque fois que cela est nécessaire ?

- parallèlement à la grève du **boni** il paraît nécessaire que des assemblées journalières soient tenues pour permettre la rencontre et les discussions entre tous les ouvriers en grève, car c'est aux travailleurs eux-mêmes et à eux seuls que revient la direction des luttes.

(1) T.P.C. : Temps de préparation complémentaire payé, par exemple, pour changement de fraise sur tailleuse ou alésage de mors doux sur tour, etc.

Résolution de la Commission Nationale Entreprises

Certains de nos camarades ont été choqués par la méthode de préparation du Conseil national. L'élaboration des textes formant le programme d'action, par nos camarades ouvriers et paysans — membres ou non du Parti leur apparaît un précédent dangereux. Ceci est dû à un manque d'explication dû en partie à un manque de temps.

Il s'agit dans les faits d'un changement fondamental dans les méthodes de travail d'un parti politique. Auparavant, notre Direction politique nationale faisait des propositions. Les sections, puis les fédérations et en dernier ressort le Conseil national où le Congrès national se prononçaient et statuaient sur le contenu politique des propositions. Lors de ce Conseil national le processus est changé. Ce sont les assemblées régionales composées d'ouvriers et de paysans engagés dans les luttes qui font à l'ensemble des adhérents du P.S.U. une série de propositions avec un fil conducteur politique (texte d'orientation). **Mais ce sont les instances normales du Parti (section - fédération - national) qui tranchent et déterminent la politique du Parti.** Les sections et fédérations ont maintenant une grande responsabilité vis-à-vis des camarades

ayant participé à ces assemblées, les textes proposés ne prétendent pas être parfaits ni complets, mais il serait grave de les déformer de leur inspiration initiale, le Parti ne doit pas comme le dit la D.P.N. trahir la volonté exprimée par les militants ouvriers et paysans délégués aux assemblées régionales. C'est-à-dire qu'ils ne doivent pas dénaturer les textes par des amendements en changeant complètement l'orientation initiale sans expliquer très clairement et très complètement pourquoi. **Cela ne veut pas dire bien sûr qu'il ne faut pas changer les textes si les adhérents du Parti le jugent nécessaire.**

Un des vœux unanime de ces assemblées régionales est de reconduire cette méthode de préparation pour le congrès de juin 71. Si dans la déclaration de la D.P.N., ce vœu se retrouve traduit, cette déclaration appelle tout de même quelques remarques de notre part :

1. Sur le nombre des assemblées : il ne faut pas qu'il y ait un trop grand nombre d'assemblées, car, par exemple, si chaque fédération fait son assemblée préparatoire il faudra faire la synthèse de plus de 70 textes, ce qui est pratiquement impossible.

2. Sur la préparation même des assemblées, la décision de la D.P.N. d'amorcer la discussion par des propositions nationales pose en fait le problème de fond à savoir : **les travailleurs sont-ils ou non capables d'assurer la théorisation de leur pratique.**

Nous pensons quant à nous :

- a) Que les travailleurs sont parfaitement capables d'élaborer leur théorie. A preuve, la préparation de ce Conseil où dans des conditions très imparfaites (manque de temps, de publicité, etc.) ils ont démontré leur capacité.

- b) Que cela peut mobiliser les militants et leur faire prendre conscience que le Parti n'est pas pour eux un élément extérieur mais qu'ils en sont partie intégrante. Cela ne peut mieux se faire qu'en leur laissant réaliser les textes préparatoires.

- c) Que préparer un congrès de cette façon est la seule manière actuelle de changer fondamentalement la base sociale du Parti en augmentant la participation ouvrière et paysanne.

- d) Que le plus sûr garant de la mainmise d'un appareil bureaucratique sur un parti, un syndicat ou un quelconque organisme tient

dans le fait que cet appareil propose préalablement les orientations. Même si cette mainmise n'existe pas aujourd'hui au P.S.U., il faut en tenir compte !

Mais nous sommes un parti de 15 000 adhérents où la démocratie est facile à contrôler, c'est pour l'avenir le plus sûr garant d'un fonctionnement démocratique que de laisser les travailleurs faire leurs propres propositions à l'ensemble du Parti.

- e) C'est donner au niveau de notre Parti un contenu concret à la démocratie prolétarienne de masse.

En conclusion : C'est pourquoi nous posons le problème à l'ensemble du Parti et nous proposons :

1. Que les assemblées régionales restent centrées sur une section ou groupe d'une usine combative et se trouve toujours présent dans la lutte, et que la direction politique des assemblées leur soit conservée.

2. Que la D.P.N. ne propose pas de texte aux assemblées régionales mais simplement des canevas de discussion et de préparation.

(Voté à l'unanimité des membres présents.)

Solidarité de classe et moyens de lutte

Victor Fay

La solidarité de classe des travailleurs doit toujours passer avant les désaccords sur les moyens de lutte. Ceux qui confondent la lutte contre les ennemis de classe avec celle contre les adversaires au sein de la classe ouvrière, ignorent les principes élémentaires du marxisme.

La solidarité dans la lutte contre la répression, qu'elle soit patronale, policière ou judiciaire, nous engage à défendre les victimes sans tenir compte du bien-fondé de leurs moyens de lutte. Défendre Geismar, les rédacteurs et les diffuseurs de la « Cause du Peuple », protester contre la dissolution des organisations révolutionnaires, aussi bien trotskystes que maoïstes et anarchistes, participer aux manifestations en vue de leur défense, réclamer l'abolition des nouvelles lois scélérates et de la garde à vue, tel est le devoir de chaque socialiste. Il est d'autant plus impérieux que le P.C.F. ne se prononce que du bout des lèvres contre la répression qui frappe les militants d'extrême-gauche.

Soutenir l'activité du « Secours Rouge » va de soi, sous réserve que le « Secours Rouge » ne serve de couverture à des opérations politiques, qu'il ne devienne une coalition des groupements d'extrême-gauche, qu'il soit ouvert à toutes les bonnes volontés associées dans la lutte contre les différents aspects de répression.

La solidarité de classe ne peut effacer les désaccords qui se font jour au sein du mouvement ouvrier. Ces désaccords expriment la diversité des situations et des conditions de vie, et, partant, la diversité du niveau de conscience de classe. Ils impliquent, selon les circonstances, soit l'existence de plusieurs partis se réclamant du socialisme, soit d'un parti, de type pluraliste et de structure démocratique, où cohabitent différentes tendances et courants de pensée.

Le P.S.U., parti socialiste révolutionnaire, s'inspirant dans l'action des théories marxistes, admet l'existence des différents courants d'idées, à condition que leurs tenants acceptent les moyens d'action élaborés en commun. Les décisions des congrès peuvent toujours être mises en question mais, tant qu'elles ne sont pas révisées, elles engagent le parti tout entier, sans que les militants, qui les désapprouvent, soient obligés de les défendre personnellement. Chaque militant a le droit de critiquer les décisions prises avant et après leur mise en application. C'est seulement au cours de l'action que la minorité est tenue à respecter les décisions de la majorité.

La liberté de discussion et d'opinion, dans les limites du programme du parti, ne signifie pas que tout y soit permis. Le P.S.U., pour préserver sa raison d'être et sa spécificité, doit se prémunir aussi bien contre les tendances technocratiques autoritaires que contre les tendances populistes anarchisantes. Les unes comme les autres exprimant la pression des éléments extérieurs au prolétariat proprement dit, des cadres d'une part, des petits-bourgeois menacés de paupérisme, d'autre part.

Le P.S.U. doit, pour contribuer à la formation d'un parti ouvrier révolutionnaire et, tout en évitant des mesures disciplinaires, condamner politiquement les tendances étrangères au marxisme, tant technocratiques que populistes. Il doit veiller à ce que la priorité soit accordée aux luttes dans les usines, sans négliger pour autant la lutte pour améliorer le cadre de vie des travailleurs. Dans ces luttes, il doit prendre le plus souvent possible l'initiative, il faut tenir compte de l'état de la combativité ouvrière, ne jamais permettre que les ouvriers les plus avancés soient isolés de la masse des travailleurs.

Dans les conditions actuelles, le danger technocratique est moins grand que le danger « gauchiste », représenté essentiellement par certains groupes maoïstes. Sa composition sociale et son recrutement consécutifs aux événements de mai-juin 1968, préservent, dans une certaine mesure, le P.S.U. de l'influence des tendances droitières. En revanche, le manque d'expérience politique d'un certain nombre de nouveaux adhérents, leur impatience et leur sensibilité à la surenchère, présentent un danger immédiat.

C'est pourquoi il importe de condamner les moyens d'action tels que les sabotages, les attentats individuels, l'abandon des syndicats réformistes, le boycott des élections, etc., préconisés et appliqués par certains groupements se réclamant du maoïsme et qui trouvent parfois un écho favorable dans les rangs de notre parti.

Autant de nouvelles formes de lutte contre les cadences infernales, la hiérarchie des salaires et fonctions (grèves avec occupation, grèves tournantes, grèves-surprises, contrôle des salaires et des primes, du planning de production, du fonctionnement des services sociaux, etc.). Autrement dit toute action directe et majoritaire des ouvriers doit être résolument soutenue, dans le respect de la discipline syndicale, même si elle dépasse les limites de la légalité ; autant toute tentative minoritaire et, a fortiori, toutes entreprises individuelles ou de groupes isolés, tendant à forcer la main à la majorité, doivent être désavouées sans hésitation.

Si la réunion des conférences régionales, ouvertes aux représentants ouvriers et paysans n'appartenant pas au P.S.U., doit être poursuivie dans la mesure où elle permet de nouer des liens avec des couches nouvelles de travailleurs, il serait dangereux de croire que cette initiative pourrait se substituer aux actions communes avec les organisations ouvrières et paysannes existantes. Aucun raccourci, aucun chemin de traverse ne permet ni d'accélérer ni de faciliter la conquête des masses et l'implantation du parti en milieu prolétarien et paysan.

Séparer l'ensemble du parti de ses adhérents ouvriers et paysans ne peut qu'encourager les préjugés anti-intellectuels et retarder la symbiose entre les adhérents de diverses origines politiques et sociales. La participation du P.S.U. à la création d'un parti ouvrier révolutionnaire ne peut s'accomplir

que grâce au changement de sa structure, privilégiant l'action sur le lieu de travail, action réalisée par les groupes d'entreprise, tout en laissant à la section, lieu de coopération et de confrontation de tous les militants, la responsabilité de déterminer la politique du parti.

La cohabitation dans le parti des éléments socialement et politiquement diversifiés rend nécessaire l'expression la plus franche possible de diverses positions, afin que les adhérents les moins versés dans les subtilités de la politique puissent s'y retrouver. Toute manœuvre ayant pour but de cacher les opérations réelles de certains adhérents ou groupes d'adhérents doit être dénoncée comme une tentative de tromper les militants, à plus forte raison toute tentative de noyauter le parti de l'extérieur.

Si nous approuvons la politique du P.S.U. à l'université et notamment l'abandon par les étudiants P.S.U. de la direction de l'U.N.E.F., il nous semble que leur retrait de l'U.N.E.F. crée des risques d'isolement. Si l'U.N.E.F. forme actuellement un cadre presque vide, il n'est pas impossible qu'elle recrute de nouveaux adhérents. Tant qu'elle respecte la démocratie interne, il est souhaitable que les étudiants P.S.U. y demeurent ou y reviennent, qu'ils apprennent à être en minorité et à lutter pour la reconquête de la majorité.

L'ensemble du programme d'action du parti correspond — en dépit de quelques erreurs d'appréciations, concernant notamment la hiérarchie des salaires et les gains de productivité — aux aspirations d'une partie de l'avant-garde ouvrière. Il sera temps d'y apporter, au cours des travaux du Conseil National, des corrections et des mises au point nécessaires.

Contentons-nous d'approuver la recherche par la direction du P.S.U. d'un accord national avec le P.C.F. en vue des élections municipales et de regretter qu'il n'ait pas été conclu par la faute de ce dernier. Un ultimatum nous interdisant toute alliance avec l'extrême-gauche, s'il était accepté, nous aurait réduit au rôle d'un parti satellite. Il était d'autant plus inadmissible que le P.C.F. s'accommode des alliances bilatérales du P.S., associé par endroits avec lui et ailleurs avec les tenants de la réaction centriste.

Ayant sauvegardé son indépendance, le P.S.U. doit rechercher, en absence d'un accord national, des accords régionaux et locaux avec le P.C.F. pouvant être élargis au P.S. et à la C.I.R. A défaut de tels accords, il doit s'efforcer de former des listes communes avec les représentants des formations politiques d'extrême-gauche, des syndicats et d'autres organisations de travailleurs, disposés à donner aux élections municipales et à l'activité des conseils élus le caractère de lutte contre la mainmise de l'Etat et pour la plus large autonomie de gestion des municipalités sous contrôle populaire, pour le soutien actif à la lutte de classe du prolétariat.

Dans l'état actuel de ses effectifs et de son influence, le P.S.U. ne peut

présenter des candidats que dans un nombre relativement restreint des communes. En ce cas, il appellera ses partisans à voter, dès le premier tour de scrutin pour les listes qui lui sont les plus proches, le plus souvent pour celles animées par le P.C.F. En revanche, il n'accordera nul soutien aux coalitions de type centriste, qu'elles englobent ou non des membres du P.S. et de la C.I.R. En cas de listes communes avec des formations d'extrême-gauche, le P.S.U. exigera un accord préalable sur le désistement, lors du deuxième tour de scrutin, en faveur des listes animées par le P.C.F. mieux placées.

Sans accorder une importance particulière aux élections municipales prochaines, le P.S.U. ne peut ignorer l'intérêt qu'une partie de la population laborieuse attache au choix des municipalités pouvant jouer un rôle important dans l'amélioration de leur cadre de vie et de leurs conditions de travail. D'où la nécessité d'utiliser ce scrutin pour populariser notre politique et pour escompter nos campagnes et nos actions revendicatives sur le plan électoral.

Toute velléité de camoufler l'état réel de notre influence sous le mot d'ordre d'abstention ou de boycott ne peut que décourager et désarmer nos partisans. Le mot d'ordre de boycott des élections municipales doit être formellement rejeté par le Conseil national. Les décisions de ce Conseil engagent l'ensemble du parti quel que soit l'avis de tels camarades ou tendances sur la justesse de ces décisions. Le parti est souverain. Espérons qu'il saura coordonner la campagne électorale, qui commence, avec son activité globale en gagnant ainsi à son influence et à son organisation la sympathie et l'adhésion de nombreux travailleurs. □

Ce texte a été adopté par la 6^e section de Paris.

● CEDETIM

Le CEDETIM (Centre Socialiste de Documentation et d'Etudes sur les Problèmes du Tiers Monde) organise, le vendredi 29 janvier, à 20 h 30, au Centre International Protestant, 8, villa du Parc Montsouris, un débat sur : « L'Expérience chilienne et l'Amérique latine ». Il rappelle en outre que sa prochaine Assemblée générale se tiendra, 8, villa du Parc Montsouris, le dimanche 31 janvier, de 9 h à 17 h 30.

● Espagnols

Pour apporter votre solidarité aux travailleurs espagnols en grève chez « Harry Walker » à Barcelone, versez des fonds à Mme Plicque, C.C.P. Paris 22.590.80.



Faillite de la "révolution blanche" en Iran

Rémy Grillault

Ces derniers mois, les luttes et les manifestations des diverses couches du peuple iranien contre le régime fascisant et réactionnaire du Chah ont pris des formes et une dimension nouvelles. Malgré la censure complète qui règne en Iran et la complicité de la presse occidentale, des informations fragmentaires nous parviennent.

● Des manifestations populaires ont eu lieu à diverses reprises. Février 70, la population de Téhéran manifesta contre l'augmentation des prix de transport. Même année, des manifestations contre la venue de trente-six capitalistes américains eurent lieu. Ces capitalistes venaient participer à une conférence, pour investir en Iran, organisée par le gouvernement.

● Des petits groupes de patriotes ont mené des actions de partisans : attaque armée contre un camion militaire, tentative d'enlèvement de l'ambassadeur U.S. à Téhéran.

● D'autres informations, circulant de bouche à oreille, en Iran, font état de révolte paysanne, grèves d'usine, propagandes de soutien politique à la résistance palestinienne. Ces luttes, même celles au niveau des revendications économiques, sont brutalement réprimées par la police et l'armée, qui n'hésitent pas à ouvrir le feu sur les manifestants.

Bien que l'Iran soit signataire de la Charte des droits de l'homme des Nations Unies, l'arbitraire complet règne dans le pays. La SAVAK (1) y est maître, à la « Gestapo ». Des gens disparaissent du jour au lendemain, leurs familles restent sans nouvelles d'eux pendant des mois. La torture physique est monnaie courante. Un exemple : l'ouvrier Achraf Khorassani arrêté lors de manifestations contre les capitalistes U.S., a été rendu à son père paralysique et aveugle.

Manifestation des étudiants en décembre 1970

Le régime s'est heurté pendant vingt jours à des manifestations des étudiants et des lycéens de Téhéran et d'autres villes, soutenues par la population. Les conditions de lutte des étudiants en Iran sont sans commune mesure avec ce qui se passe en France.

En effet, les facultés, là-bas, sont truffées d'agents civils de la SAVAK qui « étudient ». Cette surveillance a pour but d'empêcher tout embryon d'organisation autonome des étudiants. Pourtant, ils se soulevèrent. Presque toutes les universités furent fermées ; des commandos de police intervinrent sauvagement, les « meneurs » furent envoyés à l'armée.

Iran, un exemple pour le tiers monde ?

Devant l'ampleur des manifestations, le mécontentement populaire

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

(hausse de plus en plus rapide des prix : déjà 3,6 % en 1969) le gouvernement a prétendu découvrir un « complot » subversif de toutes les organisations d'opposition, de l'extrême droite à l'extrême gauche, financé par l'Irak, afin de détourner l'opinion.

Le régime du Chah paraît inquiet pour son avenir. Ce régime donné comme « exemple » aux autres pays du tiers monde par les U.S.A. (discours de Johnson lors de la visite du Chah aux U.S.A.) est obligé d'exercer une dictature fasciste pour se maintenir. A la lecture de la presse bourgeoise, ce pays est qualifié de stable, en croissance économique constante et rapide. C'est une réussite de la « coexistence pacifique ». N'est-il pas vrai que l'Iran est choyé par l'Est et l'Ouest en capitaux, crédits et aide militaire ? L'Iran résout, paraît-il, le problème du sous-développement dans la démocratie et la paix, sans utiliser les moyens brutaux et totalitaires (!).

Voyons ce qu'il en est.

Coup d'Etat de 1953

L'après-guerre correspond en Iran à une montée des luttes et à l'offensive du peuple iranien pour secouer le joug de l'impérialisme anglais (monopole du pétrole, banques, etc.). Ce mouvement d'émancipation économique et politique parvint à chasser les Anglais et à nationaliser l'industrie du pétrole et amena au pouvoir le gouvernement national du Dr Mossadegh. Les puissances impérialistes imposèrent le blocus total du pétrole iranien. A la suite d'une série d'erreurs du gouvernement iranien et des partis de gauche, la C.I.A. monta et dirigea le coup d'Etat d'août 1953, exécuté par des éléments de l'armée, instaurant la dictature actuelle.

Les U.S.A. remplaçaient la Grande-Bretagne et devenaient majoritaires dans le nouveau consortium pétrolier.

L'Iran instrument de l'impérialisme U.S.

Les U.S.A. appliquèrent en Iran leur stratégie néo-colonialiste, afin de transformer l'Iran en une base néo-coloniale ouverte à la pénétration des capitaux occidentaux et servant de point d'appui et d'agent de l'impérialisme au Moyen-Orient. L'Iran devient ainsi un chien de garde des peuples de cette région.

Pour atteindre cet objectif, il fallait d'un côté mater le peuple iranien, détruire ses partis politiques et ses organisations de masse, arrêter, fusiller ou acheter ses dirigeants, supprimer toutes formes de liberté individuelle et collective.

Il fallait, d'un autre côté, créer les conditions économiques, politiques et idéologiques permettant la mainmise complète de l'impérialisme sur le pays.

Pour combattre la résistance du peuple, le régime instaure un état d'urgence permanent, interdit tous les partis politiques de toutes les tendances, accusés d'être des agents de l'étranger, réprime de manière sanglante toute manifestation ou grève.

Malgré cela, il ne se passe pas une année sans luttes, grèves ou manifestations. En 1959 par exemple, 30.000 ouvriers des fabriques de briques font grève, 50 d'entre eux sont assassinés par l'armée. Les années 1960 à 1962 correspondent à une nouvelle flambée des luttes et à une grave crise économique. Le régime change de tactique. Nous assistons alors au lancement publicitaire de la panacée miracle : « la révolution blanche », à l'annonce et à la mise en application des réformes du Chah. Il s'agit de nouvelles méthodes pour asservir le peuple.

Les réformes du Chah

La « révolution blanche » apparaît comme une recette magique, voulant épargner à l'Iran plusieurs révolutions sanglantes et ayant pour objectif « la démocratisation, la modernisation et le progrès sur tous les plans ».

En vérité, ces réformes ont plusieurs objectifs.

1. La réforme agraire étend le marché intérieur pour les marchandises des pays capitalistes. Par la vente de leurs terres (des villages entiers) les grands propriétaires fonciers investissent dans des sociétés mixtes iraniennes-étrangères (accroissement de la bourgeoisie alliée à l'impérialisme).

Cette réforme n'a touché que 25 % des paysans sans terre et n'est bénéfique qu'à la paysannerie moyenne et riche qui devient ainsi une couche soutien du régime (le tiers de la paysannerie). La destruction de certains liens féodaux a permis, de même, la pénétration des rapports capitalistes dans les campagnes.

2. L'ensemble des réformes doit assurer la stabilité du régime ;

● Attirer certaines couches de la population ;

● Intégrer au régime les couches populaires par la mise en place d'institutions telles que les syndicats jaunes d'Etat, des coopératives agricoles et commerciales ;

● Donner une impression de modernisme (droit de vote des femmes, par exemple).

3. Tuer dans l'œuf les instincts révolutionnaires du peuple par l'embrigadement et l'endoctrinement. Les fondements théoriques « de l'idéologie du régime » sont donnés par le Shah dans son livre « La révolution blanche ».

Cette idéologie néo-fasciste répond aux souhaits des U.S.A. et correspond, à quelques variantes près, à celle dominant les pays comme le Brésil, l'Espagne ou la Grèce. Sa subtilité et son originalité consistent à condamner les systèmes socialistes et capitalistes, à parler de démocratie du peuple, à donner des origines islamiques et nationalistes à la « révolution blanche ». De ce galimatias, il ressort que la lutte de classes n'existe pas et que l'Iran, sous l'égide du Chah est une « démocratie » assurant le renouveau et la renaissance du pays. En fait, nous sommes en face d'une société paternaliste où le Chah est consacré par Dieu, guide

le peuple. La police ne sert qu'à supprimer les traîtres, le peuple peut faire des critiques techniques. Quant à la politique, domaine réservé du Chah et de son entourage, le peuple ne doit que louer, prier ou applaudir. (Parfois, le paysan, par exemple se voit emmener en camion militaire pour voter pour l'un ou l'autre des candidats officiels.)

« L'Iran présente les meilleures conditions pour l'investissement de capitaux : peu d'impôts, beaucoup de matières premières, salaires modestes et systèmes politiques stables et forts ». (Citation extraite du livre édité par la Banque Centrale d'Iran pour attirer les capitaux étrangers).

Un examen sommaire de la situation économique du pays montre que l'Iran a une économie de monoproduction (pétrole) assujettie à l'impérialisme.

De même, d'autres faits politiques montrent le rôle contre-révolutionnaire de l'Iran au Moyen-Orient :

● Approbation officielle de la « Fédération des Emirats du Golfe Persique » chargée de sauvegarder les intérêts de l'impérialisme (britannique en particulier) après le départ des troupes anglaises ;

● Engagement aux côtés de l'Arabie Séoudite dans la guerre du Yémen ;

● Appui au Roi Hussein ;
● Vente de pétrole à Israël, entraînement de pilotes israéliens sur des avions Phantom achetés par l'Iran.

La participation de l'U.R.S.S. à l'oppression du peuple iranien

La nature du régime iranien — dictature militaire et valet de l'impérialisme U.S. — est claire. Com-

ment expliquer l'appui accordé à ce régime et au Chah par l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ? Le régime accuse tout opposant de communiste. Le parti TUDEH (P.C. Iranien) durant ces dix-sept ans, a vu ses militants torturés et fusillés. Pourquoi alors l'U.R.S.S. aide-t-elle militairement l'Iran ?

En réalité, dans le cadre de la coexistence pacifique, les pays dits socialistes sont en compétition en Iran avec les pays occidentaux sur le plan économique, (construction de hauts fourneaux, achat de gaz iranien, crédits, achats de produits manufacturés de l'Iran comme des chaussures ou des voitures de montage). Cette compétition est contrôlée par les U.S.A. Tant que les intérêts vitaux des U.S.A. ne sont pas en jeu, cette compétition peut avoir lieu. Nous constatons que l'U.R.S.S. se contente de cette situation (où est passé l'internationalisme prolétarien ?).

Les événements récents démontrent que le peuple iranien continue la lutte, la « révolution blanche » est en faillite. Depuis un an, les manifestations se succèdent. Cette faillite est celle de la stratégie générale des U.S.A., gendarmes du monde, celle de la prétendue « coexistence pacifique ». Du Vietnam à l'Amérique Latine, des révolutions s'annoncent. Le Moyen-Orient est en effervescence malgré la paix russo-américaine (plan Rogers). La lutte des Palestiniens, comme un phare, montre le chemin. Le régime du Chah atteindra-t-il la fin de cette décennie ? □

(1) SAVAK : organisation de la sécurité et des renseignements de l'Etat, créée en 1956, filiale de la C.I.A.

Découverte et Culture

Ski à Meije 2000

Une petite station mais qui satisfait les meilleurs skieurs ; l'organisation collective de la vie dans le chalet (le ravitaillement et la cuisine sont faits en commun grâce aux sommes gérées par les participants), des discussions lors des veillées.

200 francs = séjour d'une semaine plus remontées mécaniques illimitées plus 2 h de cours de ski par jour.

Cheval en Haute Provence

Après des mois de travail, métro, boulot, dodo... Récupérer. Traverser la Haute-Provence, apprendre à connaître à travers les multiples contacts... et tout cela au cours de randonnées dans la région, la tente et les casseroles sur le cheval.

510 francs = séjour de deux semaines tout compris (cheval plus pension)

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. 325-00-09.

Douze années d'inefficacité

Lucien Saintonge

La lutte contre la pollution est à l'ordre du jour et la presse cryptogouvernementale se rengorge des efforts que consentirait à cet égard notre gouvernement. En réalité, dans ce domaine comme dans bien d'autres, la Cinquième parle d'autant plus de ce qu'elle veut faire qu'elle en fait peu.

La pollution c'est aussi bien l'empoisonnement de l'air que celui des rivières ou des mers, que les destructions de sites tels que La Vanoise. Contre la pollution, tous les gouvernements occidentaux sont impuissants car s'ils veulent résoudre les problèmes posés, ils doivent prendre des décisions contraires à l'intérêt des grandes entreprises capitalistes. Le gouvernement français est d'autant plus impuissant que son capitalisme est le plus souvent incompétent et dénué d'imagination ; plutôt que de chercher des solutions techniques nouvelles, il préfère maintenir les activités qui lui assurent un profit régulier et douillet. Le dossier des détergents biodégradables (c'est-à-dire automatiquement détruits par les micro-organismes des rivières) que nous allons maintenant analyser est un excellent exemple de l'impuissance gouvernementale face à l'intérêt immédiat, même à courte vue, du capital français.

Voici les faits :

- 1959 Etats-Unis : disparition des détergents non biodégradables.
- 1964 Allemagne fédérale : interdiction effective des détergents non biodégradables.
- 18 décembre 1964, France : publication au « J.O. » d'une loi déposée en juillet 1963 devant le Parlement, loi qui fixe notamment les orientations générales de la lutte contre la pollution.
- 28 décembre 1970, France : publication au « J.O. » d'un décret d'application de cette loi, interdisant l'utilisation et donc la vente de détergents qui ne sont pas « biodégradables » à 80 % ; cette interdiction reste cependant subordonnée à un arrêté qui en fixera effectivement les modalités ; en d'autres termes, on ne connaît pas encore la date précise de la disparition des détergents que l'on dit non biodégradables : les entreprises qui fabriquent ces détergents ont encore du bon temps devant elles.

Douze ans d'atermoiements. D'où vient une telle incurie ? Comme toujours, l'explication en est politique. Les capitalistes français particulièrement conservateurs et inefficaces par comparaison à leurs concurrents occidentaux, ont agi selon leur coutume : ils sont inter-

venus auprès de leurs clients politiques pour faire trainer les choses. Voyons dans quel contexte ces interventions ont pu jouer :

Deux industries sont intéressées par les problèmes des détergents biodégradables ou non : celle des lessiviers qui achètent les bases détergentes dont il est question ; celle de la chimie ou de la pétrochimie qui les vend.

En réalité l'industrie des lessiviers est moins concernée. En effet, il s'agit d'une industrie de mise en forme plutôt que de fabrication, dont la vocation essentielle est de vendre. (1).

Qu'une législation vienne à interdire certains ingrédients et les lessiviers en utiliseront d'autres. Que les nouveaux coûtent un peu plus cher et ils obtiendront d'augmenter leurs prix et donc leurs bénéfices, les marges étant le plus souvent calculées sur les prix d'achat.

Quant à leurs fournisseurs, les grands de l'industrie chimique et pétrochimique, leurs intérêts peuvent être plus directement en cause.

Parmi les ingrédients qui rentrent dans la composition des poudres détergentes, il en est trois qui peuvent causer à un titre ou un autre des nuisances :

— Les enzymes provoquent des allergies et les ouvriers de Colgate à Compiègne ont été contraints de se mettre en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail, c'est-à-dire pour protéger leur santé.

— Les phosphates que l'on déverse dans les rivières et les lacs via la lessive de la ménagère, modifient le milieu écologique en favorisant une croissance exceptionnelle de certaines algues, qui envahissent notamment les lacs ; en conséquence ces algues absorbent trop d'oxygène et de nombreuses espèces de poissons disparaissent.

L'emploi des phosphates commence à être très combattu dans les pays tels que les Etats-Unis, la Suède et la Suisse où les lacs sont

(1) Trois firmes internationales se partagent 90 % du marché français ; il s'agit, par ordre d'importance, de Lever (Anglo Hollandais), Procter & Gamble et Colgate Palmolive (américains). Lesieur Cotelle, française, petite dans ce secteur, vient de céder son département poudre à Henkel, grosse entreprise familiale allemande. Le principal rôle des lessiviers est de vendre et les firmes se disputent à grand renfort de publicité ; sur un kilo de lessive vendu entre 4 et 5 F, il y a plus d'un franc de dépenses de promotion, que paye bien sûr le consommateur. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir que les maîtres de ces entreprises sont les responsables de la fonction « marketing ».

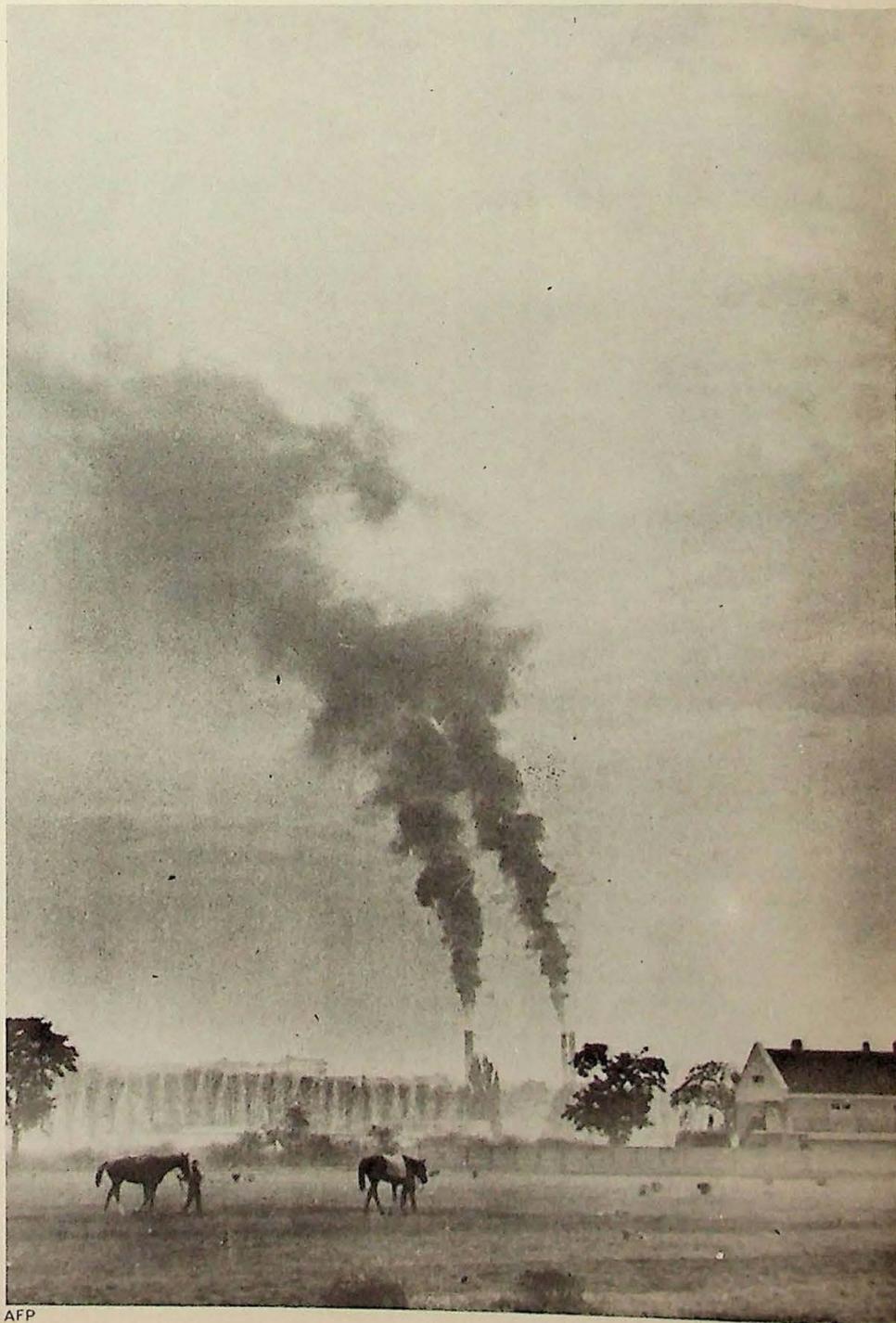
nombreux, mais il n'est pas encore question de les interdire en France.

— Les bases détergentes elles-mêmes, qui, lorsqu'elles sont trop concentrées, empoisonnent de nombreuses espèces vivantes, micro-organismes, algues ou poissons ; cependant, ces bases sont détruites par certains micro-organismes et si elles peuvent l'être assez rapidement, leur concentration restera limitée. D'où la notion de biodégradabilité : une base détergente est biodégradable à 80 % si, quand on l'introduit dans un mélange représentatif d'une eau de rivière et dans des conditions bien définies, il n'en reste que moins de 20 % au bout de quelques jours.

Dans l'histoire des bases détergentes, jusqu'à une date assez récente et encore aujourd'hui en Fran-

ce, seuls les facteurs économiques ont déterminé les produits utilisés. Avant la seconde guerre mondiale, les savons naturels, parfaitement biodégradables, ont été remplacés par des sulfonates de coupe pétrolière, encore peu élaborés. Peu après la guerre, la firme pétrolière américaine Chevron a mis au point le tetrapropyl-benzène sulfonate (TPBS), obtenu à partir des produits pétroliers abondants que sont le propylène et le benzène. Entre 1949 et 1959 ce produit fut la principale base détergente. Mais on constata rapidement, l'usage des détergents devenant de plus en plus important, des accumulations spectaculaires de mousses. Les bactéries avaient du mal à détruire le TPBS.

Dès 1960, il était remplacé aux Etats-Unis, sans législation d'ail-



AFP

Avortement et contraception

Michèle Descolonges

leurs (2), par un produit de même composition chimique mais mieux « comestible » pour les bactéries, l'alkyl benzène sulfonate linéaire (LABS). Ce nouveau produit fut ensuite adopté dans la plupart des pays industrialisés et notamment en Allemagne et en Espagne, un test de biodégradabilité ayant été soigneusement défini en Allemagne dès 1964 ; deux brillantes exceptions, l'Italie et la France, cette dernière se contentant d'une loi inapplicable sans ses textes d'application : ceux-ci ont fait la navette entre les huit ministères plus ou moins intéressés pendant six ans.

Pourquoi cette inaction ? La réponse est simple : il y a en 1970 en France trois producteurs de TPBS : Shell, à Berre, qui est toutefois capable de remplacer cette fabrication dans de très brefs délais, par celle de LABS biodégradables à 80 % ; son avance technique est telle que cette société est en faveur de l'application de la loi ; Esso, en Basse-Seine, qui arrêtera ses ventes en France quand la loi sera appliquée mais pas forcément à l'export : de nombreux pays sous-développés accepteront encore de se polluer à bas prix ; Esso ne transformera pas, semble-t-il, ses fabrications et a été un ferme défenseur du statu quo ; Petrosynthèse enfin, filiale de Chevron (l'inventeur des TPBS), de la Compagnie Française de Raffinage (groupe CFP) et de Progil (3). Cette dernière a, semble-t-il été la plus conservatrice, ses positions étant, dans la mesure où la loi devait être appliquée, menacée par Shell. Plutôt que d'encourager des solutions nouvelles, d'effectuer les recherches nécessaires, dont les thèmes étaient d'ailleurs connus, les industriels français concernés ont préféré maintenir un statu quo profitable : la cour des ministères leur était plus facile que l'imagination technique et scientifique.

C'est ainsi que l'on a perdu de nombreuses années, prétextant parfois que les tests définissant la biodégradabilité n'étaient pas au point (et celui que l'on utilisera est très voisin du test allemand, défini il y a six ans). C'est ainsi que les rivières sont souvent en France des rivières de mousse : allez au Pont de Neuilly ! C'est ainsi que l'on plastronne aujourd'hui à propos de l'application d'une loi, application qui vient cinq ans plus tard qu'il n'était nécessaire.

L'analyse qui précède montre qu'il ne peut en être autrement dans un système capitaliste où les tenants du capital déploient toute leur imagination à influencer leurs associés politiques pour rendre inefficace l'administration et préserver leurs privilèges. □

(2) Les industriels américains ont l'intelligence de leur système : ne souhaitant pas que l'administration intervienne, ils savent, dans les cas trop flagrants, prendre les mesures tout juste nécessaires pour empêcher cette intervention.

(3) Abréviation pour produits Gillet ou pour Monsieur Gillet, comme on préférera ; cette société vient d'être incluse dans le groupe Rhône Poulenc, première société privée française dont la famille Gillet possède 20 % des actions, donc le contrôle.

La contraception est loin d'être un phénomène généralisé. Elle est pourtant indispensable à l'émancipation des femmes et au bonheur sexuel des couples — occasionnels ou non.

On trouvera ci-dessous les chiffres

Diaphragmes	60.000
Stérilets	60.000
Pilules (boîtes)	500.000
Condoms (dits : capotes anglaises)	50.000.000

Le faible taux d'utilisation de moyens contraceptifs les plus sûrs explique en partie le grand nombre d'avortements qui sont pratiqués en France (voir tableau).

A travers les prises de position de plusieurs groupes, nous allons essayer de cerner comment se pose la relation contraception-avortement et le rôle de militants socialistes et révolutionnaires.

La législation

Le code français en vigueur aujourd'hui dit que l'avortement est « un délit d'intention constitué dès qu'une femme en état de grossesse, réelle ou supposée, pratique ou fait pratiquer des manœuvres ou absorbe des produits qu'elle croit abortifs, ou tente de le faire ». Les sanctions qui vont jusqu'à dix ans de prison, atteignent les femmes qui avortent, ceux qui l'aident (prêt d'argent, fourniture d'adresses...), ceux qui l'avortent. Toute poursuite s'engage sur simple dénonciation. La détection d'un avortement est le seul cas où le médecin est légalement délié du secret médical.

Une proposition de loi élargit les indications de l'avortement — actuellement l'avortement est légal seulement « lorsque la sauvegarde de la vie de la mère, gravement menacée, l'exige » — aux indications médicales (protection de la santé de la mère et non plus seulement préservation de sa vie) eugéniques et morales (le viol et l'inceste).

Même acceptée, elle ne changera pas grand-chose dans la pratique des avortements : on sait très bien que les cas couverts par le projet de loi, font déjà l'objet d'avortements dits thérapeutiques pratiqués dans presque tous les services de gynécologie-obstétrique des hôpitaux. D'autre part, la presque totalité des femmes qui veulent avorter ont des motifs économiques et psychologiques.

La M.N.E.F.

La M.N.E.F. (Mutuelle Nationale des Etudiants de France, 6 bis, rue Bezout, Paris-14^e) vient d'éditer un nu-

de vente des moyens contraceptifs efficaces. Nous n'avons pas les chiffres de vente des gelées et mousses spermicides. Il existe d'autres méthodes, par ailleurs inefficaces, que nous rappellerons.

méro spécial de « Recherches Universitaires » qui coûte deux francs. Sous le titre « Avortement-Contraception », le numéro fait le tour de toutes les méthodes contraceptives utilisées dans le but de servir de guide à ceux et celles qui désirent les utiliser. De même sous la rubrique « avortements » des conseils sont donnés sur les pratiques à proscrire ou à avoir et des indications pour détecter les maladies vénériennes qu'on pourrait avoir contractées.

Dans son souci d'information, la M.N.E.F. s'est limitée aux masses étudiantes, non volontairement, mais par manque de travail, ou de temps. Le principal reproche est le recopiage sans relecture suffisante d'articles, de dessins et de tableaux tirés de revues médicales. Cela nous vaut d'une part des explications parfois insuffisantes pour les non-initiés et d'autre part des prises de position trop brèves en fin de chapitre. La brochure apparaît comme un catalogue des différentes méthodes, comme si la contraception était une évidence psychologique, matérielle et sociale, pour des individus qui se déterminent en toute liberté.

L'Eglise catholique

Rappelons que sous prétexte de « préservation de la vie » et de la « nature » l'Eglise catholique interdit l'avortement et toutes les méthodes contraceptives chimiques et mécaniques. Sont donc autorisés : les méthodes Ogino et des températures, le coït interrompu et le coït réservé, c'est-à-dire toutes les méthodes inefficaces et répressives. Il est vrai que les catholiques eux-mêmes passent outre les enseignements de l'Eglise. Cependant l'emprise morale de l'Eglise est encore importante en France, et en plus de la répression sexuelle, l'hypocrisie qui consiste au nom de la « nature » à tolérer de fait un million d'avortements doit être violemment combattue.

Le Planning familial

Le Planning familial (2, rue des Colannes, Paris-1^{er}) ne s'est pas pronon-

cé clairement sur l'avortement. Certains responsables s'en tiennent à l'affirmation : « la contraception entre dans le cadre de la lutte contre l'avortement ». Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite et que le Planning familial est la seule organisation qui ait pris en charge, non seulement les questions techniques mais les problèmes psychologiques.

Le Planning est un mouvement créé sur des bases bourgeoises et réformistes, il entre maintenant dans la phase où il peut devenir une organisation de masse. Le problème se pose sur deux points : celui des classes concernées et la conception de « l'aide » à fournir.

Les facteurs économiques et culturels sont pris en charge par certains militants du Planning qui tentent d'en faire des objectifs de l'organisation. Les ouvriers ne parlent pas de leur sexualité. Par contre, les ouvrières avortent et sont parmi celles qui fournissent le plus grand nombre de morts, stérilité et infection, par manque d'information et de finances.

Contre ce paternalisme et cette aide des militants se sont prononcés, au sein de l'organisation. Ils ont également constaté que la lutte était positive quand les hommes s'y inséraient et n'abandonnaient pas contraception, avortement, éducation, etc., aux femmes.

Les militants

La libération des femmes, en tant que femmes, passe par leur libération de l'état de pondeuse. Une femme, un couple doivent être libres de choisir d'avoir ou n'avoir pas d'enfants et de dissocier la reproduction et le plaisir.

Les femmes prolétaires et prolétariennes, doivent pouvoir bénéficier d'avortements médicalement satisfaisants. Il est remarquable que les femmes qui ont contacté la section du M.L.F. (Mouvement de Libération des Femmes) de Flins, le faisaient en espérant des adresses pour avorter.

La législation sur l'avortement est répressive : nous devons lutter pour l'avortement légal, sans conditions octroyées, en menant une campagne d'explication. Le problème est concrètement posé : nous ne pourrions pas le résoudre par quelques articles ou par des positions, qui pour être affirmées, n'en seront pas moins inefficaces. Nous ne devons pas non plus nous défilier, quand nous serons sollicités pour fournir des renseignements à notre disposition.

Dans le même temps nous devons informer les masses des seuls moyens contraceptifs utilisables et les diriger vers les médecins compétents. □

NOMBRE D'AVORTEMENTS PAR AN

Pays	Nombre d'avortements	Clandestins	Nombre de naissances	Accidents post-avortements
France	1.000.000 (1) 500.000 (2)	oui	800.000 (1)	— 5.000 morts (4) — 10 à 15.000 stérilisés à vie — 200.000 maladies infectieuses
Canada	100.000 (3)	oui		— 1.000 morts (3) — 20.000 hospitalisations pour complications
U.S.A.	1.000.000 (3)	oui		
Bulgarie (de 1962 à 1964)	67.000 (3)	non		— 0 mort (3)
Tchécoslovaquie (de 1962 à 1964)	140.000 (3)	non		— 0 mort (3)
Hongrie (de 1962 à 1964)	358.000 (3)	non		— 2 morts (3)

(1) Chiffres fournis par le Planning familial. (2) Chiffres officiels. (3) Chiffres fournis par la M.N.E.F. (4) « Partisans », n°s 54-55.

Un spectacle militant sur la Commune de Paris

Entretien avec Dominique Houdart

T.S. : Dominique Houdart, tu diriges depuis huit ans, une troupe de comédiens qui porte ton nom. Peux-tu rappeler en quelques mots à nos lecteurs, quelles ont été tes principales créations ?

D.H. : J'ai participé à la création du Festival estival de Paris, j'ai obtenu le Prix du public au Festival d'Arras en 1967 avec une pièce d'Audiberti « Le Soldat Dioclès ». Je me suis occupé également du Festival de l'île Saint-Louis et mis en scène de nombreuses pièces : « Les deux jumeaux vénitiens » de Goldoni, deux pièces de Claudel, le « Barbier de Séville », « Andromaque », les « Caprices de Marianne », etc.

T.S. : C'est un répertoire bien classique !

D.H. : On ne fait pas toujours ce que l'on veut, mais j'ai monté en mai 1968 une pièce de Luc de Goustine, qui s'appelle « Le Dix Mai 1968 » qui était un spectacle de rue et qui nous a valu quelques déboires avec les forces dites de l'ordre. Nous avons également monté « En attendant Godot » et plusieurs pièces de jeunes auteurs dont la première pièce en France du jeune auteur tchécoslovaque J. Topol : « Rossignol à diner ». Pour compléter ma biographie et me présenter devant les lecteurs de T.S. j'ajouterai que je suis instructeur d'Art dramatique et marionnettiste : les lecteurs de

T.S. connaissent certainement les Marionnettes du Manifole auxquelles je collabore.

T.S. : Parlons donc de ton prochain spectacle sur la Commune de Paris. De quoi s'agit-il ?

D.H. : Il s'agit d'un jeu dramatique, qui s'intitule « La Commune de Paris » avec, comme sous-titre « Célébration du Printemps de Paris ». Le sous-titre dit bien quel est l'objectif : il ne s'agit pas d'une rétrospective funéraire et nécrologique, mais d'une œuvre qui magnifie la Commune de Paris, comme une première tentative de créer une république socialiste et qui actualise à travers son héros Jules Vallès tout ce que la Commune porte en nous de résonances, résonances amplifiées encore par le mouvement révolutionnaire de Mai 68. A l'aide d'un texte de liaison « politique » nous faisons revivre l'histoire de la Commune en portant l'accent sur l'essentiel de son apport au mouvement d'émancipation des travailleurs, en nous appuyant sur des textes d'époque, des proclamations du Comité Central, des poèmes, des chansons, le tout matérialisé par une mise en scène où l'on utilise des documents iconographiques de cette période ; si nous faisons revivre également le camp adverse, celui des Versaillais, d'une manière un peu caricaturale,

en utilisant la grande marionnette dans un style proche de celui du « Bread and Puppet », c'est parce que nous avons voulu montrer quel abîme existait entre les deux camps, séparés par un monde.

T.S. : Il s'agit tout de même d'un spectacle traditionnel, en ce sens que d'un côté il y a les acteurs et de l'autre les spectateurs. Est-il vraiment intéressant de faire revivre une période révolutionnaire sous une forme théâtrale, même en utilisant des moyens scéniques d'avant-garde ?

D.H. : Toutes les périodes révolutionnaires du passé n'ont jamais donné une œuvre théâtrale en soi, que l'on puisse représenter pour les générations d'après. Dans une période révolutionnaire le théâtre est dans la rue (et les comédiens aussi parfois). L'histoire se vit et ce n'est qu'après coup, que l'on peut en tirer matière à dramatisation, mais je pense que la Commune de Paris, indépendamment de la célébration de son centenaire qui va donner lieu à pas mal de « récupérations » constituera une des matières vivantes les plus riches, peut-être la plus passionnante des périodes de la France et en tout cas la moins connue de la majorité des Français pour des raisons faciles à imaginer. Il me semble donc, que même à l'état de spectacle pur le thème de la Commune peut faire mûrir les esprits, sensibiliser les spectateurs plus facilement qu'une œuvre écrite.

T.S. : Mais à ce propos on ne peut tout de même pas parler de théâtre militant ?

D.H. : Mais si, à condition que tout commence par le spectacle mais ne se termine pas par lui. Le contexte dans lequel ce spectacle peut être présenté et utilisé par les militants politiques, lui donnera une nouvelle signification et permettra de dépasser tout ce qu'il peut comporter de figé. Par ailleurs, notre troupe a conçu le spectacle de telle manière qu'on puisse en extraire des mini-animations, d'une longueur « à la demande » aussi bien de 5 minutes que 3/4 d'heure, qui seront à la disposition des militants et pourront servir d'introduction à un tas de choses : meetings en salle ou dans la rue, distribution de tracts, vente de journaux, prises de parole à la sortie d'usines, etc... Autrement dit dans la ville où nous jouons, nous sommes à la fois des acteurs professionnels et des militants, et la Commune, nous la vivons dans

cette dualité, de la même manière qu'un militant socialiste se devrait de célébrer la Commune : comme une flamme qui ne demande qu'à se propager.

T.S. : Par conséquent, ton spectacle comporte deux volets : un spectacle et une action...

D.H. : C'est exactement cela, j'ajouterai que le spectacle proprement dit est également à la disposition des groupes politiques : par exemple telle formation pourrait dans telle ville ou telle localité, nous commander un spectacle pour plusieurs jours et assurer la plus grande partie des salles. En contre-partite, nous nous tenons à la disposition des groupes pour toutes les opérations d'animation dont nous venons de parler...

T.S. : C'est-à-dire l'Agit-Prop ?...

D.H. : Oui. Le grand problème c'est celui du déplacement ; c'est la raison pour laquelle il faudrait que les organisations politiques ou syndicales prennent contact rapidement avec nous, pour que ceci soit fait dans les meilleurs délais. Notre spectacle sera mis définitivement au point le 15 février et à partir de la deuxième quinzaine de mars, nous serons en mesure de rayonner dans toute la France.

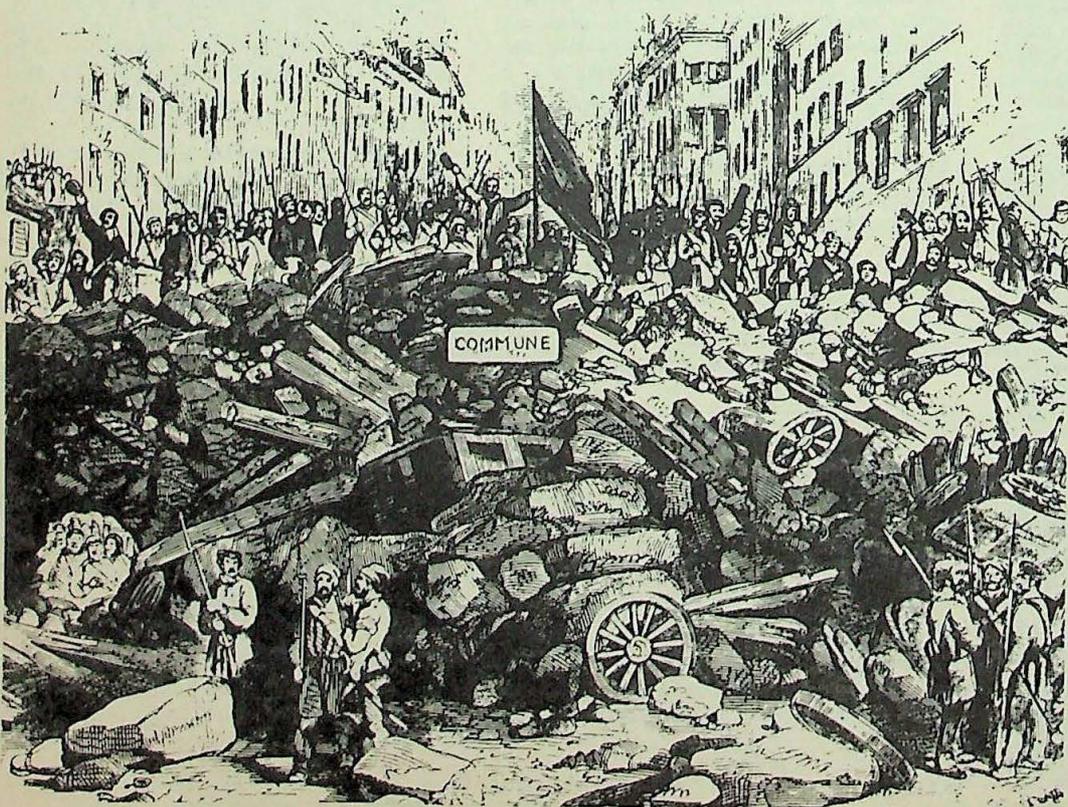
T.S. : Quels sont tes projets pour Paris et la région parisienne ?

D.H. : Nous espérons, grâce à l'appui du P.S.U. et d'autres groupes politiques, pouvoir remplir pendant plusieurs jours une salle à Paris, ce qui nous permettra de participer activement à l'ensemble des manifestations prévues sur le thème de la Commune. Afin d'organiser tout cela, nous prévoyons la présentation prochaine, en avant-première au maximum de responsables politiques, de notre spectacle, afin qu'ils aient une idée précise de ce que nous faisons. Au cours de cette avant-première nous pourrions discuter ensemble d'un calendrier et de notre participation.

T.S. : Au nom de T.S. je te souhaite bonne chance et espère que les fédérations du P.S.U. ainsi que les sections auront à cœur de prendre contact avec toi. A quelle adresse ?

D.H. : La correspondance et les appels téléphoniques peuvent être adressés : Dominique Houdart, 8, rue La Bruyère, Paris-9^e. Tél. : 744-78-17.

(Interview recueillie par Jean Verger.)



A propos de " La vie privée de Sherlock Holmes "

Alain Moutot

L'œuvre de Billy Wilder est un produit fini d'Hollywood au temps où cette énorme métropole commerciale régnait en despote exclusif sur le cinéma américain. Cet émigré, qui a fait ses premières armes à l'école de Vienne, s'est vite et bien adapté au système ambiant, celui des grandes compagnies comme la Metro, la Paramount et la Fox où l'on produisait les films à la chaîne.

Cependant, sans parler du film qui a rendu Wilder célèbre « Sunset Boulevard » (Boulevard du Crépuscule) dans lequel justement tout cet univers factice d'Hollywood est remis en cause, sa qualité de récent émigré lui donne une certaine distanciation par rapport au mode américain dans lequel il vit.

La politique n'est pas son propos direct mais il caractérise un personnage rongé par l'alcool avec tant de pertinence que « The lost Week End » (dernier week-end) dépasse vite l'histoire individuelle pour se transformer en pamphlet sur les raisons de l'alcoolisme dans une société ; de même le récit d'une escroquerie ou d'un meurtre dans « Fortune Cookie » et dans « Double Indemnity » (assurance sur la mort) est tellement bien socialement situé qu'il atteint à la dénonciation d'un système fondé sur le fric ; enfin dans « One Two Three » (un deux trois) les tribulations d'un directeur de Coca Cola à Berlin sont érigées en

symbole de l'ingérence américaine. Même s'il accepte « l'idéal » américain, Billy Wilder est trop lucide pour ne pas se rendre compte des contradictions réelles de la société qui l'a adopté et de son opposition concrète avec les valeurs qui sont censées la fonder.

Mais Wilder refuse de trop se prendre au sérieux et on serait tenté de croire que son dernier film, « La vie privée de Sherlock Holmes », ne représente qu'un divertissement d'esthète éclairé tant Wilder nous fait la démonstration de son grand talent et du plaisir qu'il a de filmer. L'époque victorienne est ici reconstituée avec une minutie d'orfèvre. Sherlock Holmes est le prétexte à mettre à bas toute une morale hypocrite que cachent mal des manières policées. Ce détective privé légendaire, dans lequel la bourgeoisie britannique voyait la plus fine fleur de son intelligence et de son esprit de déduction, nous est présenté comme un personnage un peu falot, célibataire mysogine et drogué, entretenant des rapports troubles avec son médecin historiographe, le docteur Watson petit bourgeois retraité de l'armée des Indes. Ce détective privé lâché dans le panier de crabes des intérêts des grandes puissances impérialistes croit tirer toutes les ficelles. Il se rendra compte trop tard qu'il n'a été que le jouet de la raison d'Etat capitaliste, et même pas celle de son pays ! □

Actuelles

Pour « rénover » l'UNEF, tous les moyens sont bons

La lutte pour le contrôle de l'U.N.E.F. connaît une recrudescence depuis le collectif national de l'U.N.E.F. du 10 janvier.

Pour les deux antagonistes tous les moyens sont bons. Le camarade Bernard Gazet, membre du bureau de l'A.G.E. de Lyon, démissionnaire depuis le 10 janvier, a été enlevé jeudi 14 à une heure du matin, par un commando U.E.C. d'une quinzaine de personnes.

Emmené dans des terrains vagues de la banlieue lyonnaise, il fut brutalisé par quatre de ces éléments « syndicalistes ». Leur objectif avoué était d'apprendre où se trouvaient les cartes de l'U.N.E.F. envoyées paraît-il il y a dix jours et dont l'arrivée à Lyon n'a jamais pu être prouvée.

Cet enlèvement n'est que la suite d'une longue série d'occupations, de perquisitions opérées par des militants de l'U.E.C. qui dure

depuis que le courant animé par les étudiants du P.S.U. a annoncé qu'il quittait l'U.N.E.F.

Le véritable objectif de cet enlèvement était l'obtention de l'ensemble des cartes de l'U.N.E.F. de la ville de Lyon sans tenir compte de l'A.J.S.

De telles pressions laissent bien augurer de l'aspect « démocratique et pacifique » que revêtira l'U.N.E.F.-rénovée, arme de combat du P.C.F. contre les militants et organisations révolutionnaires à l'université.

Pour les militants des comités d'action qui viennent de sortir de l'U.N.E.F., il est impensable de laisser une telle « normalisation » s'instaurer à l'université. La liberté d'expression à l'intérieur du mouvement étudiant sera défendue contre les méthodes policières d'où qu'elles viennent. □

Siège central ... c'est fait

L'achat du nouveau siège central est définitivement conclu, l'acte de vente signé ; les 900.000 francs, montant de l'achat, versés. Il nous reste à régler les droits et charges diverses, c'est-à-dire 70.000 francs pour la fin de cette semaine.

Cette opération s'est faite avec de grosses difficultés car nous avons cherché à réduire au maximum le montant du prêt extérieur. Le montant de ce prêt s'élève à 380.000 francs, ce qui constitue une charge annuelle de remboursement (capital plus intérêts) de 60.000 francs.

Toutes les caisses du parti seront pratiquement vides à la fin de cette semaine, c'est dire qu'il ne nous reste rien pour faire les travaux et acheter matériel et mobilier nécessaires à l'équipement du siège.

La souscription continue pour l'équipement du siège et pour le remboursement anticipé de l'emprunt.

Le Bureau National estime qu'il est possible de réaliser ce double objectif d'ici le 31 décembre 1971. Il appartiendra au Conseil National de décider d'une contribution exceptionnelle de chaque fédération équivalente à un timbre trimestriel de cotisation par militant. C'est la seule façon de régler au meilleur coût le remboursement du prêt et l'équipement du siège.

Si beaucoup de camarades ont en fin de compte participé à l'effort qui leur était demandé, plus de 50 % des militants du parti ne se sont guère intéressés à la souscription nationale. C'est à eux qu'il faut poser en priorité le problème de leur apport personnel.

Toutes les sommes qui arriveront à la trésorerie nationale seront, à partir du 1^{er} janvier, comptabilisées au titre de l'effort financier de la fédération dont sera originaire l'auteur de tout versement.

Pour l'équipement et les travaux de la rue Borromée, nous essaierons d'opérer au meilleur coût. Pour cela nous demandons aux camarades qui seront susceptibles de fournir du matériel ou des journées de travail, de se mettre en rapport avec François Moreau : 531-49-44, ou en lui écrivant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

Daniel FRACHON

• Versements à l'ordre du P.S.U., C.C.P. 140 20 44 Paris.

Vers une nouvelle stratégie

Manuel Bridier

Les événements qui se déroulent en Jordanie depuis quelques jours marquent un nouveau tournant dans l'histoire de la révolution palestinienne. En septembre dernier, après consultation de l'Union soviétique, les Etats-Unis avaient lancé le fameux plan Rogers dont le but était d'imposer un compromis politique aux Etats arabes et à l'Etat d'Israël, sans l'accord de la résistance palestinienne. L'offensive d'Hussein contre les Palestiniens était la condition du succès de cette opération. Il fallait écraser les militants palestiniens pour que le plan Rogers ait quelque chance de réussite.

Mais Hussein et les Américains avaient surestimé leurs forces. La résistance militaire palestinienne, le mouvement de solidarité mondiale qu'elle a suscité ont entravé la réalisation de leur plan. L'Union soviétique a dû prendre des distances avec les Etats-Unis. Le compromis signé entre la résistance palestinienne et le gouvernement d'Amman, dernier acte politique du président Nasser avant sa mort, ne réglait aucun problème, mais il préservait les forces palestiniennes et leur permettait de gagner du temps.

Des progrès importants

Les trois mois qui se sont écoulés ont vu en effet des progrès importants, à l'intérieur de la résistance palestinienne, sur le plan politique et militaire. Les unités combattantes ont été presque entièrement unifiées, les militants des différentes organisations politiques étant désormais sous un commandement unique, non

plus au niveau d'une simple coordination nationale, mais jusqu'à l'échelon opérationnel de base. Moins spectaculaire et moins complète, l'unification politique dans le cadre d'un Front avait aussi progressé, les Palestiniens s'orientant plutôt vers une structure de type vietnamien (organisations multiples dans un même front) que de type algérien (front monolithique).

Cependant, les adversaires du peuple palestinien ne sont pas non plus restés inactifs. Hussein et Israël ont obtenu chacun de nouvelles assurances des occidentaux. L'Egypte post-nassérienne apparaît plus dépendante que jamais de l'aide soviétique et pourrait difficilement, même si elle le désire, contrecarrer durablement l'exécution des projets de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient. Le changement de régime en Syrie prive enfin les Palestiniens d'un appui jugé parfois trop timide mais néanmoins assez efficace.

La nouvelle offensive d'Hussein

Hussein a pensé que c'était le moment de prendre sa revanche, d'autant plus que les Américains paraissent pressés d'en finir et que le conflit actuel entre les producteurs de pétrole et les sociétés pétrolières est une raison de plus de rechercher un compromis avec l'U.R.S.S. Au moment où reprend la négociation Jarring, toujours sans les Palestiniens, Hussein est donc chargé une seconde fois de liquider l'opposition au diktat international.

Les opérations militaires entreprises contre les forces palestiniennes n'ont pas l'ampleur de septembre dernier mais elles n'en sont pas moins systématiques. Elles ont été marquées pour la première fois par une véritable synchronisation entre les offensives jordaniennes et israéliennes pour une liquidation plus rapide des Palestiniens.

Une fois encore un compromis boiteux a mis fin provisoirement aux combats. Mais la situation est différente de l'année dernière. La résistance palestinienne est plus isolée qu'elle ne l'a jamais été. Elle ne peut compter que sur ses propres forces et sur le développement d'une solidarité dans l'opinion internationale. Elle n'a d'illusions à se faire ni sur l'Union soviétique ni sur aucun des Etats arabes — soit que l'éloignement rende son intervention toute symbolique, soit que son indépendance économique et politique ne soit pas suffisante.

Les désirs et les possibilités du F.P.L.P.

Dans ces conditions il est probable que nous allons assister à une révision assez profonde des formes d'action. Le F.P.L.P. du Dr Habache rejette le cessez-le-feu et préconise une action directe contre le régime hachémite, en vue d'une prise du pouvoir en Jordanie. Pour autant que nous puissions en juger, cette orientation ne paraît pas vraisemblable. Les événements de septembre ont montré les limites du rapport de forces et des possibilités de mobilisation des masses jordaniennes. Déjà les erreurs tactiques du F.P.L.P. ont facilité les manœuvres d'Hussein en lui fournissant un prétexte pour ses provocations. Une nouvelle épreuve frontale contre le pouvoir féodal, alors que le rapport

de forces mondial s'est plutôt détérioré, serait un risque à ne pas courir à moins d'y être contraint.

Inversement, il n'est pas possible d'imaginer un « statu quo » prolongé. Personne ne croit que le nouvel accord entre Hussein et l'O.L.P. sera mieux respecté que le précédent. La dynamique du plan Rogers et de la négociation Jarring ne le permet d'ailleurs pas. Elle exige « la mise au pas » des Palestiniens.

La logique des événements

De nouveaux conflits sont donc prévisibles en même temps qu'une nouvelle stratégie. Les formes de lutte et les structures actuelles des forces palestiniennes supposent une infrastructure logistique importante qui exige elle-même le soutien, ou au moins la tolérance d'un Etat, l'utilisation de son territoire. Tant qu'Hussein jouait le double jeu, cette stratégie était possible ; elle ne l'est plus lorsqu'il passe ouvertement dans le camp adverse.

La logique des événements appelle de nouvelles formes de lutte, un retour à des unités plus petites et plus mobiles, pratiquant une guérilla généralisée aussi bien dans les territoires occupés qu'en Jordanie, aussi bien contre Israël que contre Hussein. Les responsables de la résistance palestinienne n'ont cependant aucune raison de précipiter cette évolution. Ils sont dans la situation d'un mouvement légal ou semi-légal sachant qu'il va vers une clandestinité inévitable mais cherchant à tirer parti de la condition hybride où il se trouve encore.

Dans cette phase délicate, la résistance palestinienne a plus que jamais besoin du soutien et de la compréhension de ses amis dans le monde, non de conseils héroïques et d'encouragements précipités. □

Au voleur !

C'est tout juste si la grande presse française ne crie pas au voleur ! Vous l'avez deviné, il s'agit du pétrole algérien. En somme les Algériens veulent nous voler... leur pétrole, c'est-à-dire leur principale richesse naturelle. Cette impertinence, cette façon d'appeler blanc ce qui est blanc et noir ce qui est noir, n'est évidemment pas tolérable. Alors, on répond. En haut lieu on fait valoir les difficultés de la société nationalisée française E.R.A.P. en oubliant de mentionner l'énorme dime que perçoit l'Etat français sur le pétrole en provenance d'Algérie. Dans les bas-fonds du genre « Minute » on lance des appels à la haine raciale, à l'expulsion des travailleurs algériens de France.

La vérité sur ce monde à l'envers est pourtant facile à rétablir. La Fran-

ce capitaliste et impérialiste, comme les principales puissances pétrolières (Etats-Unis, Grande-Bretagne), essaie de maintenir un carcan sur le développement économique et social des pays qu'elle a colonisés. Et de ce point de vue la bataille qu'elle engage à propos du pétrole est significative de la façon dont elle conçoit la coopération. Les Algériens sont bons pour fournir de la main-d'œuvre à bon marché, pour accepter une rémunération dérisoire de leur pétrole et pour recevoir avec reconnaissance les « bienfaits » de la culture française. Mais ils ne sont bons qu'à ça !

Dans cette affaire, nous sommes clairement du côté de l'Algérie indépendante.

● Cameroun

La protestation contre le verdict de Yaoundé a été trop faible. Ernest Ouandié et deux de ses compagnons ont été fusillés. Il s'agit là d'un véritable assassinat politique, d'un acte barbare qui vise à terroriser les opposants réels ou potentiels au régime. Le plus significatif dans l'affaire est pourtant le silence complice des protec-

teurs français. M. Pompidou va d'ailleurs rendre visite d'ici quelques jours à son confrère Ahidjo.

● Guyane

Le peuple guyannais a déclenché le 19 janvier une grève générale politique pour demander son indépendance. De plus amples renseignements seront communiqués à nos lecteurs dans notre prochain numéro.